



**Jour
J-88**

REFORME DES FINANCES PUBLIQUES

**Basculement du Budget des
moyens au Budget-Programme**

BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF

04/10/2019

Modernisation de l'administration

P3

Le ministère du budget prend sa place sur le portail Miliê

Dr Djénéba Ouattara, présidente de l'Instance de coordination nationale du Fonds mondial en Côte d'Ivoire

P2

« Plus de 450 milliards de F Cfa ont été investis pour la réponse aux trois maladies »

Essis Esmel aux investisseurs à Nice (France)

P5

« La Côte d'Ivoire est un gisement d'opportunités »

Campagne de commercialisation 2019-2020

P9

**Des révélations sur la fixation
du prix d'achat du cacao**

Agriculture

P9

De bonnes nouvelles pour la filière hévéa



Dr Djénéba Ouattara, présidente de l'Instance de coordination nationale du Fonds mondial en Côte d'Ivoire « Plus de 450 milliards de F Cfa ont été investis pour la réponse aux trois maladies »

La sixième conférence de reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme a lieu dans quelques jours à Lyon en France. La présidente du CCM-Côte d'Ivoire fait le bilan des acquis grâce au financement du Fonds.

Quelle est la mission réelle du Fonds mondial en Côte d'Ivoire ?

Le Fonds mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme est une institution financière internationale créée en janvier 2002 pour apporter un soutien aux pays dans la lutte contre ces trois maladies. Il s'agit d'un partenariat entre les gouvernements, la société civile, le secteur privé, les partenaires techniques et financiers (Ptf) et les personnes touchées par l'une des trois maladies, pour accélérer la fin des épidémies de Sida, de Tuberculose et du Paludisme. Ce fonds est issu à 95% des gouvernements donateurs (38 pays dont la Côte d'Ivoire) et 5% du secteur privé et fondations. Notre mission consiste à mobiliser et mettre à disposition des ressources financières supplémentaires en vue de soutenir les programmes mettant en évidence la responsabilisation nationale. Il s'agit de faire en sorte d'augmenter exponentiellement les ressources disponibles pour lutter contre les trois maladies les plus dévastatrices et diriger ces ressources vers les zones les plus nécessiteuses.

Revue Technique du Fonds mondial (TRP).

Quels sont les acquis dus au financement du Fonds mondial en Côte d'Ivoire ?

De 2003 à fin 2018, le Fonds mondial a mis à la disposition de la Côte d'Ivoire un montant d'environ 749 614 533,33 \$ US, soit (450 518 334 531,33 FCfa) pour la réponse au VIH/Sida, la lutte contre la tuberculose et le paludisme. Pour la période de demandes de financement 2018-2020, la somme de 124 346 868 483 FCfa a été allouée avec la répartition suivante : Vih (43 321 180 575 de FCfa) ; Tuberculose (8 137 305 152 FCfa) et paludisme (72 888 382 755 FCfa). A cela s'ajoutent des fonds catalytiques d'un montant de 5 494 711 513 FCfa. Ce sont des sources d'investissement à effet catalyseur approuvées par le Conseil d'administration du Fonds mondial pour la période d'allocation. Ces fonds sont destinés à renforcer l'impact des ripostes aux maladies en s'appuyant sur les sommes allouées aux pays et des investissements d'autres sources 2017/2019.



PH : HONORÉ BOSSON

retraitement ; la phase pilote de la thérapie préventive à l'Isotiazide chez les personnes vivant avec le Vih (Pvh) ; l'implémentation du contrôle de l'infection dans les services de santé, le projet pilote de prise en charge de la TB dans les cliniques privées ; la décentralisation du diagnostic (GeneXpert) ; le transport des échantillons ; la décentralisation de la prise en charge, notamment l'extension des CAT et CDT) ; l'appui alimentaire aux tuberculeux multirésistants (TBM), l'appui au transport des échantillons de crachats ainsi que la collaboration avec d'autres secteurs, notamment le (PNLS, programme tabac, médecine traditionnelle, santé scolaire et universitaire, maladies métaboliques, privé, milieu carcéral).

Et dans le domaine de la lutte contre le Sida ?

C'est environ 252 000 PVVIH sous ARV en Côte d'Ivoire (1er 90= 61% (Dépistés), 2e 90= 84% (Traités), 3e 90= 78% (Charge virale supprimée).

Grâce aux efforts menés de manière concertée depuis 2000, la mortalité liée au VIH a chuté de moitié et les taux d'incidence ont reculé de 62%.

Aujourd'hui, 34% des personnes vivant avec le VIH ont accès au traitement et 80% des femmes séropositives peuvent bénéficier d'un traitement visant à prévenir la transmission du virus à leurs enfants. Le Fonds mondial apporte 45% du financement alloués aux antirétroviraux et les programmes qu'il soutient conjointement avec le PEP-FAR ont fourni un traitement antirétroviral à 150 000 personnes. Le Fonds mondial concentre ses activités sur la prévention, le dépistage, le traitement, les conseils et le soutien en faveur des populations-clés, ainsi que sur la formation des professionnels de la santé. Il faut ajouter aussi l'adoption du tester-traiter et la délégation des tâches /option B+ ; l'adoption de nouvelles directives de prise en charge, l'auto test VIH et l'adoption de la PrEP.

Management et Gouvernance dans des directions centrales et programmes, les régions et districts sanitaires, à la santé communautaire. Le Fonds mondial contribue au financement de la santé, à travers la mise en œuvre du Financement basé sur la performance (PBF) en collaboration avec la Banque mondiale, à l'équipement et au développement des infrastructures (réhabilitation des infirmeries des Maisons d'arrêt et de correction, réhabilitation et équipement des salles de radiologie dans les centres antituberculeux avec l'acquisition de 9 appareils de radiographie et bien d'autres équipements de pointe pour renforcer la logistique du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique. Nous appuyons le système national d'information sanitaire et la gestion des approvisionnements et des stocks.

La Côte d'Ivoire, dit-on, a atteint la couverture universelle en moustiquaires imprégnées. Qu'est-ce que cela veut dire concrètement ?

Cela signifie que plus de 90% de la population ivoirienne possède au moins une moustiquaire imprégnée à son domicile.

Le seuil étant de 80%. Selon l'OMS, un taux de couverture en moustiquaires imprégnées supérieur à 80% permet de réduire la mortalité infantile-juvénile de 25% environ.

Qu'attendez-vous de cette sixième Conférence de mobilisation de ressources à Lyon ?

Au sortir de cette sixième conférence, la Côte d'Ivoire s'attend à une augmentation des allocations pour les trois pathologies. Rappelons que pour le site en cours, la 5e conférence de mobilisation des ressources qui a eu lieu au Canada en septembre 2016, a vu la participation de son Excellence Monsieur le Président de la République Alassane Ouattara qui, à cette occasion, a annoncé la contribution de la Côte d'Ivoire à hauteur de 1 million de dollars américains (USD), soit environ 600 000 000 FCfa. Cette somme a bel et bien été payée par la Côte d'Ivoire. Cette contribution lui a valu le titre de « Pays champion pour la 5e campagne de reconstitution des ressources du Fonds mondial ».

Qui a droit au Fonds ?

Tous les pays dont le poids des maladies est important et ayant besoin de financement extérieur ont droit au Fonds.

Le Fonds mondial contribue à la lutte dans les pays à travers des projets soumis par les Comités de coordination nationale. Chaque pays chargé de la mise en œuvre va donc créer un comité national, appelé Instance de Coordination Nationale (ICN) ou Country Coordinating Mechanism (Ccm). Pour bénéficier de cette assistance, la Côte d'Ivoire a, en 2002, procédé par décret n°2002-447 du 16 septembre 2002 à la création du Comité national de coordination du Fonds mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme (CNCF/STP). Dans le pays, le Ccm sélectionne à la suite d'un appel à candidatures et sur la base de critères clairement bien définis, les principaux bénéficiaires (PR) pour la mise en œuvre des subventions. Les PR peuvent être des ministères, des Ong nationales ou internationales, des institutions nationales ou internationales.

Il est important de noter un préalable : le CCM doit remplir les critères d'éligibilité et les demandes de financement doivent être approuvées après examen technique du Panel

Concrètement, qu'est-ce qui a été fait dans le domaine de la lutte contre le paludisme ?

Avec les financements du Fonds mondial, le nombre de décès dus au paludisme a baissé de 65% et la Côte d'Ivoire est parvenue à maintenir la couverture universelle en 2015 grâce à sa deuxième campagne nationale de distribution à grande échelle de 26 000 000 moustiquaires. Grâce au financement du Fonds mondial et avec l'appui de l'UNICEF, le pays se

au diagnostic et au traitement des principales maladies infantiles comme la diarrhée, la pneumonie et le paludisme. Ils apprennent également à repérer les enfants qui doivent immédiatement être référés vers le centre de santé le plus proche.

Qu'en est-il de la tuberculose ?

Nous avons entre 20 000 et 25 000 personnes présentant toutes les formes de TB qui sont traitées. En 2018, c'est au total 21 000 personnes qui ont

s'agit de s'assurer que les personnes co-infectées par la tuberculose et le Vih reçoivent les conseils, la prise en charge et les traitements dont elles ont besoin. Les programmes soutenus par le Fonds mondial ont testé et traité 83 000 personnes pour la tuberculose et œuvré avec les autorités publiques en 2015 en vue de supprimer la taxe qui pesait sur le traitement et les tests. Du reste, elles fournissent un soutien pour ce traitement et ces tests, un appui communautaire, des traitements contre la

« Plus de 90% des patients tuberculeux ont subi un dépistage du Vih, une étape cruciale lorsqu'il s'agit de s'assurer que les personnes co-infectées par la tuberculose et le Vih reçoivent les conseils, la prise en charge et les traitements dont elles ont besoin. »

concentre sur la prise en charge intégrée des cas au niveau communautaire pour que les maladies infantiles soient prises en charge en dehors des établissements de santé, de sorte qu'un plus grand nombre d'enfants ait accès à des traitements essentiels. Les agents de santé communautaire sont identifiés et formés

été traitées de la TB. La tuberculose multirésistante fait peser une menace, mais avec l'appui du Fonds mondial, la proportion de patients soignés pour cette forme de la maladie est passée de 10% en 2013 à 66% en 2014. Plus de 90% des patients tuberculeux ont subi un dépistage du Vih, une étape cruciale lorsqu'il

tuberculose multirésistante, des activités destinées aux patients co-infectés et un soutien aux patients incarcérés, tout en maintenant des liens avec le secteur privé. On peut encore citer comme acquis l'introduction de la technologie Xpert, les formulations pédiatriques des médicaments antituberculeux ; la suppression du régime de

Au-delà de ces trois maladies, le Fonds a-t-il d'autres champs d'action ?

Il faut noter un accompagnement du Fonds mondial dans plusieurs domaines dont la gouvernance et le leadership. Il s'agit entre autres de l'appui au fonctionnement des régions et districts sanitaires, à l'implémentation du projet Leadership

INTERVIEW RÉALISÉE PAR GERMAINE BONI

Modernisation de l'administration Le ministère du budget prend sa place sur le portail Milié

Le ministre du Budget et du Portefeuille de l'État, a eu une séance de travail avec la ministre de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation technologique et ses équipes, ce mercredi 2 octobre, au 12^e étage de la Tour C, au Plateau.

Connecter les outils de dématérialisation des procédures et de satisfaction-client développés par le ministère du Budget, à travers les institutions rattachées (douanes, budget et finances, impôts) et la plateforme numérique interactive Milié (ce qui m'appartient en langue Baoulé), tel est l'objectif de la séance de travail que le ministre du Budget et du portefeuille de l'État, Moussa Sanogo, et sa collègue de la Modernisation de l'administration, Raymonde Coffie Goudou, ont eu le 2 octobre, au 12^e étage de la Tour C, cité administrative, au Plateau.

Le portail Milié ou encore «portail du citoyen» est un outil qui permet de recueillir et de traiter en ligne ou via le téléphone les requêtes des usagers-clients de l'administration publique. Il offrira au citoyen

une seule porte d'entrée de l'administration, avec la possibilité d'y poser et régler les problèmes auxquels il est confronté, selon la ministre Raymonde Coffie Goudou. Pour le ministre auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du portefeuille de l'État, Moussa Sanogo, le portail Milié arrive à bonne date car chaque direction de son département avait déjà ses propres outils (Cellope pour la direction générale du budget et des finances, e-impôts pour la DGI, la Réclame au niveau des douanes) et un outil dénommé « La voix du citoyen », avait été déjà conçu par le cabinet pour recueillir les avis du citoyen et mesurer le niveau de satisfaction. «Milié va faciliter l'interaction entre le citoyen et l'administration. Nous sommes venus mettre à disposition du ministère de la Modernisation de l'administration



Moussa Sanogo et Raymonde Coffie Goudou se sont félicités lors de la mise à disposition du portail Milié. (PH : DR)

nous avons à notre niveau, qui permettent également d'avoir des liens avec le citoyen », a-t-il déclaré à la fin de la séance de travail. « L'informatisation qui se fait aux Impôts a deux volets : l'un en interne, qui vise à améliorer la productivité, donc le recouvrement fiscal, et l'autre en externe, qui a trait au lien avec les citoyens dans le cadre de leurs opérations de paiement fiscal. À ces deux niveaux, il n'y a aucune difficulté à faire un rapprochement à Milié pour que le citoyen sache comment s'acquitter de ses obligations fiscales », a ajouté Moussa Sanogo.

Le portail Milié permet désormais à la population d'évaluer son administration, selon Raymonde Coffie Goudou. Et elle règle notamment, les problèmes liés à la lourdeur administrative en recueillant les observations et réclamations des citoyens, qui sont renvoyés aussitôt à l'administration concernée ■

Gouvernance d'entreprise

Des administrateurs de sociétés d'État en formation

Une session de formation destinée aux administrateurs de sociétés du portefeuille de l'État se tient depuis le 30 septembre, à l'hôtel Azalai de Marcory.

Il s'agit de la quatrième cohorte de participants à cette formation assurée par des experts de l'Institut national des administrateurs de Côte d'Ivoire (Inad-CI).

La formation s'inscrit dans la mise en œuvre du Programme de certification des administrateurs de sociétés publiques (Casp), initié par l'Inad-CI en collaboration avec la Direction



Le gouvernement a décidé d'améliorer la gouvernance des entreprises publiques à travers la formation continue. (PH : DR)

générale du portefeuille de l'État. La présente session qui prend fin le 8 octobre, concerne une trentaine de participants dont le président du Conseil d'administration du Groupe Fratémité Matin, Sanaré Ibrahim Séga. À ce jour,

environ 90 administrateurs ont été formés. Mais à terme, ce sont au total 265 administrateurs qui seront formés.

Notons que ce programme, le tout premier du genre en Côte d'Ivoire, dont le contenu est inspiré des meilleures pratiques européennes en matière de gouvernance d'entreprises publiques, est un parcours sur six mois au cours duquel sont dispensés trois modules. Ceux-ci portent sur la gouvernance, le contrôle et l'audit et sont animés par des experts locaux et internationaux ■

et de l'Innovation technologique, les instruments que

DAVID YA

AVIS DE CONVOCATION

VILLAGE DE NIANGON-LOKOA

Monsieur BODJUI LALIE JULES, Chef du village de NIANGON-LOKOA,

Après consultation populaire diligentée par l'Administration préfectorale et présidée par le Secrétaire Général de la Préfecture d'Abidjan, en date du 25 Janvier 2019, Et

Monsieur SAGOU BODJUI JOSUE, Président du Comité de Gestion de NIANGON-LOKOA,

Demandent avec instance à tous les acquéreurs de lots villageois sur toute l'étendue du territoire de NIANGON-LOKOA, allant de NIANGON-LOKOA Extension jusqu'à l'Académie Régionale des Mers, de bien vouloir se présenter au domicile de Monsieur BODJUI LALIE JULES, Chef du Village de NIANGON-LOKOA avec tous les documents concernant les lots dont ils sont attributaires,

À compter de la date de diffusion du présent communiqué jusqu'à fin Octobre 2019. Ceci pour :

1. - procéder à une vérification globale des lots occupés et ceux non encore occupés.
2. - constituer un guide global du Village de NIANGON-LOKOA.
3. - les inscrire dans le guide global de NIANGON-LOKOA
4. - leur permettre en ce qui les concerne de pouvoir se faire délivrer les documents légaux au Ministère de la Construction, de l'Urbanisme et de l'Habitat

Ce communiqué tient lieu de convocation individuelle.

Fait à NIANGON-LOKOA, le 26 Septembre 2019.

Pour le Village de NIANGON-LOKOA

Président du Comité de Gestion
Monsieur SAGOU BODJUI
JOSUE

Le Chef du Village
Monsieur BODJUI LALIE
JULES,

Emploi

Le forum "Newpower" offre des stages aux jeunes

Améliorer l'employabilité des jeunes en Côte d'Ivoire préoccupe aussi bien le gouvernement que le secteur privé. À l'instar du cabinet Empower Talents & Careers qui organise depuis hier, à la palinotie du Sofitel Hôtel Ivoire, la 4^e édition du forum des stages dénommé « Newpower ».

Évènement qui rassemble près de 3000 jeunes ivoiriens à la recherche d'opportunités d'emploi et près de 25 entreprises. « En 2016, nous nous sommes aperçus que les jeunes ivoiriens avaient d'énormes difficultés à trouver des emplois, nous nous

sommes demandé ce que nous pouvions mettre en place pour les aider à s'insérer dans la vie professionnelle, c'est ainsi qu'est née cette initiative », fait savoir Fanta Traoré, directrice du cabinet Empower. Qui indique que pour l'édition de cette année, c'est 250 stages avec des fiches de poste qui sont offerts aux jeunes en quête d'un premier stage. Ces stages concernent des secteurs aussi divers que variés : Comptabilité, métiers du tissage, électricité, climatisation, énergie, agroalimentaire, biochimie, Ressources humaines, pour ne citer que ceux-là. Une conférence

inaugurale portant sur le thème : « Les défis de l'emploi des jeunes » a ouvert ce forum meublé de séances d'échange et d'information, de sessions de recrutement et d'ateliers. Koroutoumou Cissé et Franck Dodou, respectivement responsable formation à Radison Blu et enseignant-chercheur chargé des relations avec les entreprises à l'Institut national polytechnique Félix Houphouët-Boigny (Inp-HB) de Yamoussoukro, ont tour à tour édifié les participants qui espèrent tous faire partie des 250 qui seront retenus à l'issue des rencontres prévues. À noter que sur les 250 stages propo-

sés à ce forum, 40 candidats seront pris en contrat permanent. Présent à Paris depuis plusieurs années, le cabinet Empower Talents & Careers s'est installé en Côte d'Ivoire en 2014. Où il s'est spécialisé dans le recrutement, la sélection des compétences dont les entreprises ont besoin et dans l'optimisation de la mise en relation avec des chercheurs d'emploi diplômés, jeunes et motivés. Cette 4^e édition du forum des stages « Newpower » prend fin aujourd'hui. ■

FRANCIS KOUAMÉ

Tourisme

Les acteurs identifient de nouvelles opportunités de développement

Un séminaire organisé par l'Observatoire national de la compétitivité des entreprises (Once) s'est tenu au Palm Club de Cocody.

L'Observatoire national de la compétitivité des entreprises (Once) a réuni hier au Palm Club de Cocody, les entreprises et les structures publiques intervenant dans le secteur. L'objectif était d'identifier les préoccupations de compétitivité des acteurs et proposer des solutions, à l'effet de déceler de nouvelles opportunités pour renforcer davantage la part du secteur dans l'économie nationale. La rencontre thématique de compétitivité du secteur du tourisme, visait également à identifier les opérateurs de l'industrie touristique, à définir les principaux indicateurs, à déterminer les objectifs quantitatifs à atteindre et à constituer une base de données avec les informations recueillies. En outre, il s'est agi d'évaluer la position de compétitivité de l'industrie touristique ivoirienne par rapport à des pays de benchmark comme le Sénégal, le Ghana, le Maroc et la Tunisie. L'atelier a aussi pour but de mettre en place un mécanisme de suivi,

d'évaluation et d'assurer la diffusion de l'information sur les indicateurs de compétitivité du secteur.

Un secteur stratégique pour le gouvernement

Représentant le ministre de l'Économie et des Finances, Gondo Diomandé, chef de Cabinet, s'est félicité de la mobilisation de toutes les parties prenantes pour faire en sorte que le secteur puisse accroître davantage sa part dans le produit intérieur brut (Pib) national et aller au-delà des 6 % depuis 2016. « Au plan national, le secteur touristique a généré près de 270 000 emplois en 2016 et contribué au Pib à hauteur d'environ 6% en 2017. Avec environ 1 800 000 touristes en 2017, la Côte d'Ivoire occupe la 3e destination pour le tourisme d'affaires en Afrique derrière le Nigeria et le Maroc », s'est-il réjoui. Surtout que le but est d'approcher, voire dépasser « la moyenne mondiale estimée à 10,2 % avec 292 millions d'emplois créés en 2016, concentre 9,4



Les participants ont été invités à explorer toutes les voies susceptibles de stimuler davantage le secteur touristique national. (PH : OFP)

% des investissements mondiaux et résultera de la hausse de la main d'œuvre dans le monde », selon lui. Gondo Diomandé a donc réitéré la vo-

lonté du gouvernement de faire du secteur touristique un maillon stratégique de sa politique de développement. C'est en cela qu'il a invité chacun

des participants à « prendre tous les moyens et à prendre toute la mesure de l'ampleur de la tâche à accomplir et être à la hauteur des défis à relever ». Son appel a rencontré

l'adhésion de Daouda Issouf Samassi, secrétaire exécutif de l'Once, qui a rappelé que « la rencontre s'inscrit dans le processus de développement et de dynamisation de l'économie nationale qui a pris un nouvel envol depuis 2011 sous le leadership éclairé du Président de la République, Alassane Ouattara ». Daouda Issouf Samassi a également indiqué que le choix du secteur du tourisme et des loisirs comme premier chantier dans le renforcement de la compétitivité des entreprises ivoiriennes dans un contexte de marchés très concurrentiels s'explique par le positionnement dans notre environnement économique. Le secrétaire exécutif a donc salué la vision du gouvernement, d'avoir fait du tourisme un axe majeur de sa politique. Il a également « félicité le ministre du Tourisme et des Loisirs d'avoir doté le pays d'une stratégie avant-gardiste désignée "Sublime Côte d'Ivoire" ».

ABOUBAKAR BAMBA

Lutte contre les changements climatiques

Les initiatives de la Côte d'Ivoire développées à l'Onu

En marge de l'Assemblée des Nations unies et le Sommet Action Climat tenus à New York le 22 septembre, le ministre de l'Environnement et du Développement durable, le Pr Joseph Séka Séka et sa délégation ont pris part à la 11^e Assemblée de haut niveau de la Coalition pour le Climat et l'air pur (Ccac), plus précisément au lancement de l'évaluation régionale pour l'Afrique sur les mesures relatives au climat, à la qualité de l'air et à la sécurité alimentaire. Pr Joseph Séka Séka et les membres de sa délégation ont échangé avec les autres ministres et responsables des organisations partenaires de la Coalition sur plusieurs sujets. Notamment sur la contribution de la Coalition au rehaussement et au renforcement de l'ambition dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques. En sus, le renouvellement des engagements et le lancement de nouveaux plans et travaux ainsi que la nouvelle "vision 2030" de la Coalition dans le cadre de son "Programme d'action pour relever le défi de la question du 1.5°Celsius". À cette tribune, l'autorité gouvernementale a signifié qu'à l'in-



Le Pr Joseph Séka Séka, ministre de l'Environnement et du Développement durable. (PH : OFP)

tar du Ghana, du Nigeria et du Togo, la Côte d'Ivoire s'est engagée à respecter ses ambitions dans l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris et du développement durable à travers la prise en compte d'actions nationales sur les polluants climatiques de courte durée de vie (méthane, Hfc, carbone suie). « La mise en œuvre des mesures de réduction des polluants climatiques de courte durée de vie en Côte d'Ivoire permettrait une réduction d'environ 60% des émissions de carbone noir et près

de 35% des émissions de méthane d'ici 2030. Aussi, les co-bénéfices liés à ces réductions d'émissions sont également importants », a-t-il indiqué. Par ailleurs, le ministre a prôné une synergie des initiatives et une meilleure planification au niveau de l'Afrique afin d'atteindre les objectifs. « Il nous faudra montrer lors de la prochaine évaluation pour l'Afrique, qu'il est possible de concilier nos aspirations à long terme avec nos objectifs immédiats de développement en matière de climat, qualité de l'air et sécurité alimentaire.

C'est pourquoi, je souhaite de la part de tous les partenaires de la Coalition, y compris bien évidemment les partenaires de la région africaine, un engagement sans faille en vue du succès de l'évaluation régionale pour le continent », a-t-il recommandé.

Notons que la Ccac est une coalition mondiale, orientée vers l'action composée de pays, d'organisations intergouvernementales, de villes et de gouvernements infranationaux, d'organisations non gouvernementales et du secteur privé, pour une lutte intégrée contre la pollution atmosphérique et le changement climatique grâce à des mesures d'atténuation rapides.

La Côte d'Ivoire fait partie de la Coalition depuis janvier 2013. À cet effet, elle participe aux initiatives sectorielles dirigées par de nombreux partenaires dans les domaines de l'agriculture, des déchets, du transport, du pétrole, du gaz et de l'énergie domestique, ainsi qu'à l'initiative de planification nationale qui a permis l'élaboration d'un document de planification pour la réduction des polluants de courte durée de vie au niveau national.

EMÉLINE AMANGOUA

Proparco Afrique de l'Ouest

Fatoumata Sissoko-Sy succède à Benoît Lagente

La nouvelle directrice régionale de Proparco (filiale du Groupe Agence française de développement-Afd), Fatoumata Sissoko-Sy, a été présentée aux partenaires de l'institution le 2 octobre, lors d'un cocktail organisé à cet effet au Seen Hôtel (Plateau), en présence de Grégory Clemente, Dg de Proparco. Elle remplace à ce poste Benoît Lagente. Fatoumata Sissoko-Sy a assuré qu'elle accordera la priorité à la mise en œuvre de l'Initiative Africa du Président de la République française, Emmanuel Macron, qui vise à doter les partenaires (banques et Fonds d'investissement) de lignes de crédit leur permettant d'accompagner efficacement les très petites entreprises (Tpe) et les petites et moyennes entreprises (Pme) en améliorant leur accès au financement. Et en leur apportant également un soutien technique. La nouvelle patronne de Proparco en Afrique de l'Ouest a aussi souligné la volonté de son institution de générer 10 à 15 projets en Côte d'Ivoire d'environ 656 millions de FCfa (100 millions d'euros). À en croire Fatou-



mata Sissoko-Sy, le portefeuille de Proparco en Afrique de l'Ouest est estimé à environ 394 milliards de FCfa dont la moitié en Côte d'Ivoire. Fatoumata Sissoko-Sy débute sa carrière en France au Crédit lyonnais comme analyste risques de marché, avant de passer 10 ans au Crédit agricole comme analyste senior, puis gestionnaire principal de portefeuille financement de projets en infrastructures, énergie et ressources naturelles. C'est en 2014 qu'elle rejoint le l'équipe Proparco, elle est agent d'investissement principal, puis responsable des investissements pour l'Afrique de l'Ouest.

A. BAMBA

Essis Esmel aux investisseurs à Nice (France)

« La Côte d'Ivoire est un gisement d'opportunités »

Le ministre auprès du Premier ministre, chargé de la Promotion de l'Investissement privé exposait hier, les potentialités de la Côte d'Ivoire au Choiseul Africa Business Forum.

Les initiateurs du Choiseul Africa Business Forum, un "rendez-vous où la communauté des affaires et les hauts dirigeants européens rencontrent l'Afrique en mouvement", avait choisi le thème du panel : La Côte d'Ivoire au cœur de la croissance africaine.

Le ministre auprès du Premier ministre, chargé de la Promotion de l'Investissement privé devait introduire ce panel attendu par tous les participants. Essis Esmel a trouvé une formule puissante pour résumer l'attractivité de l'économie ivoirienne. « Si vous trouvez un pays où il fait bon d'investir mieux qu'en Côte d'Ivoire, c'est que Dieu l'a gardé pour lui ». Il a eu l'idée géniale pour captiver le public sélect composé d'investisseurs et de décideurs. Le tonnerre d'applaudissements qui a suivi a concentré l'assistance sur son intervention.

Le ministre, un pur produit du management et des investissements privés (ancien dirigeant Afrique d'un puissant groupe international et directeur général du Cepici), a énuméré les éléments qui rendent la Côte d'Ivoire extrêmement attractive. Un pays qu'il qualifie de « gisement d'opportunités ».

Le premier producteur de cacao et d'anacarde est depuis 2011 « à l'avènement du Président Alassane Ouattara, le pays qui a fait le plus d'effort pour assainir



son environnement des affaires ». Et M. Essis d'énumérer les avantages accordés aux investisseurs. Le Cepici (Centre de promotion des investissements en Côte d'Ivoire) qui assure entre autres la facilitation des formalités administratives tant pour la création, l'exploitation et l'extension d'entreprises. Ainsi que la réduction des coûts et délais relatifs à ces formalités.

Autout bien séduisant quand un investisseur frappe à la porte mais pas suffisant. Quand un homme d'affaires arrive dans un pays, « il veut savoir si vous avez des routes pour écouter ses produits, si vous avez de l'énergie pour la production, si vous avez accès au marché sous régional etc. Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly et son gouvernement,

conscients de ces facteurs importants, multiplient les investissements d'envergure » dira M. Essis.

Pour le ministre « La Côte d'Ivoire qui bouge et qui gagne », c'est la transformation, donc l'industrialisation de l'agriculture, l'intégration sous régionale, le développement du capital humain par la formation et la qualité de vie. « Le Président de la République et le Premier ministre ont mis un accent particulier sur la bonne gouvernance sans

laquelle les efforts ne peuvent être productifs ».

Avec la sécurisation des affaires (tribunal et cour d'appel du commerce), la multiplication de guichets uniques, la gestion particulière des terrains industriels, la Côte d'Ivoire qui au-delà de l'agriculture a un « fort potentiel minier notamment avec le fer, le nickel, le manganèse, l'or et le diamant » ne peut, a techniquement bien démontré le ministre, qu'afficher les bons chiffres : fort taux de croissance,

pib par habitant élevé. Mieux, dira le ministre, le pays dispose d'un Plan national de développement des plus séduisants. Pour attirer les hommes d'affaires et les décideurs présents à Nice, le ministre Essis Esmel est aidé dans sa tâche par les Dg du Port autonome d'Abidjan, M. Hien Sié, de la Sir M. Thomas Camara et de la Petroci M. Ibrahim Diaby ■

BLEDSOON MATHIEU
ENVOYÉ SPÉCIAL À NICE

Accompagnement des start-up / Ara 2019
31 start-up en compétition à Abidjan

Cette année, c'est la capitale économique ivoirienne, Abidjan, qui abrite le Land of African business (Lab) et sa compétition de projets innovants dénommée l'African Flethink Awards (Ara). Cette 5^e édition se tient dans le cadre de la Semaine africaine de l'innovation qui se déroule depuis le 30 septembre, à la Chambre de commerce et d'industrie d'Abidjan. Elle a été lancée le 2 octobre, au cours d'une cérémonie présidée par Marcelin Zinsou, le conseiller technique du ministre de la Promotion

des Pme, parrain de l'événement. Selon Eric Bazin, directeur du Lab, ce sont au total 31 start-up qui sont en compétition cette année, dans le cadre des Ara. « Nous avons reçu au total 380 dossiers de candidature. Tous les projets qui nous ont été soumis sont intéressants et innovants. Mais ce sont 31 projets qui sont en compétition pour la phase finale », a-t-il précisé. Parmi ces projets, seulement trois seront primés : le grand prix, le prix de l'entrepreneuriat féminin et le prix d'encouragement. Ils seront dévoilés dans le cadre de

la semaine de l'innovation, qui prend fin aujourd'hui. Selon Eric Bazin, ils bénéficieront d'un encadrement sur toute l'année par les services du Lab et d'un accompagnement financier avec l'appui des partenaires du Lab. Mais, a ajouté le directeur du Lab, les autres projets finalistes ne seront pas laissés pour compte. Ils bénéficieront aussi d'un encadrement et de mise en relation stratégique avec des fonds d'investissement mais pas de financement direct ■

ABOUBAKAR BAMBA

Qualitas Days 2019

Bouaké

Mangoua Jacques condamné à 5 ans de prison ferme

Le procès du vice-président du Pdcj-Rda, par ailleurs président du conseil régional de Gbêkê, a eu lieu hier au Palais de justice.

Cinq ans de prison ferme assortis d'une amende de 5 millions de F Cfa et 5 ans de privation de droits civiques. Telle est la peine infligée, hier, au vice-président

du Pdcj-Rda Mangoua Jacques, par ailleurs président du conseil régional de Gbêkê, poursuivi pour détention illégale de munitions et d'armes. Des armes trouvées à sa résidence à N'Guessan-

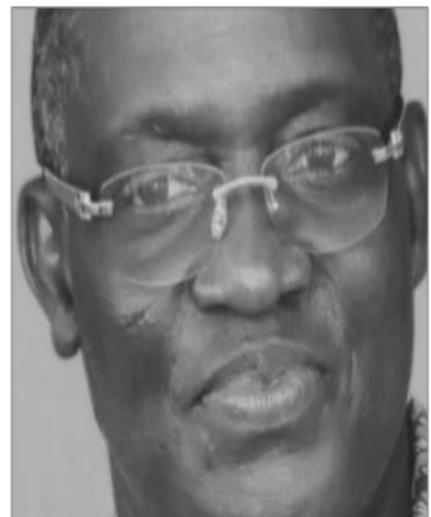
kro, son village natal, dans la sous-préfecture de Bodokro. Le verdict est tombé dans la soirée aux environs de 17h30, au tribunal correctionnel de première instance de Bouaké. Il a été prononcé par

la présidente de l'audience, Afian Adou, présidente du tribunal de première instance de Bouaké. Le bâtonnier Djédjé Luc, avocat de Mangoua Jacques, promet dès aujourd'hui de faire appel du verdict rendu.

Quant à Kouassi Amani Moïse, chargé de mission de Mangoua Jacques, il a écopé de 6 mois de prison ferme avec 200.000 F Cfa d'amende pour divulgation de fausses informations relatives à cette affaire sur les réseaux sociaux.

Hier à Bouaké, le procès de Mangoua Jacques a tenu toute la population en haleine. Des heurts ont été signalés çà et là.

Des manifestants dispersés par les forces de l'ordre
Empêchés dans un premier temps de manifester devant le tribunal de première instance de Bouaké, aux alentours de 9 heures, des partisans du vice-président du Pdcj-Rda, Mangoua Jacques, ont voulu tenir un sit-in sur le boulevard de la Reine Abla Pokou. A ce niveau, les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène pour les disperser. Ceux-ci, regroupés à une cinquantaine de mètres du tribunal, ont eu des échauffourées avec des éléments des forces de l'ordre. Des scènes similaires ont été signalées dans les localités de Diabo, Botro et N'Guessankro. Un dispositif sécuritaire renforcé a été mis en place dans



plusieurs quartiers de Bouaké afin de contenir tout débordement. Les responsables des forces de l'ordre avaient, au préalable, indiqué que toute manifestation était interdite devant le tribunal de première instance de Bouaké. Initialement prévu pour débiter à 9 heures, le procès a démarré aux alentours de 11h30. Pendant que deux Mi 24 survolaient la ville de Bouaké. ■

EMMANUEL KOUASSI
(SOURCE : CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE)

Bafing

Bilan et perspectives du Programme national de développement



Laurent Théodore, directeur général de Brassivoire

“ Nous sommes un partenaire majeur de la croissance ivoirienne ”

Le patron de l'unité de production de boisson définit la nouvelle politique de l'emploi de son entreprise s'inscrivant dans la dynamique du programme social du gouvernement.

L'une des priorités du gouvernement ivoirien, en cette année dite du social, c'est l'emploi des jeunes. Votre entreprise est implantée en Côte d'Ivoire depuis trois ans. Quelle est votre politique d'emploi pour soutenir le gouvernement ?

En tant qu'entreprise citoyenne, qui est un acteur de la croissance ivoirienne, notre société participe à son niveau, sans discrimination, à la création d'emploi.

Depuis le 27 avril 2017, nous sommes signataires de la charte de diversité en entreprise, outil indispensable pour l'égalité des chances et les questions d'éthiques. Nous avons également signé un partenariat avec le ministère de la Promotion de la jeunesse, de l'Emploi des jeunes et du Service civique à travers le Programme d'aide à l'embauche (Pae), partenariat qui a permis de recruter depuis 2017, plus de 100 stagiaires auxiliaires commerciaux.

L'entreprise consacre aussi une part importante de ses ressources à la formation de ses collaborateurs d'un point de vue technique et managérial.

Quel bilan faites-vous de vos premières années de présence en Côte d'Ivoire ?

Première entreprise à s'être déployée sur la zone industrielle d'Anyama, nous avons motivé d'autres sociétés à rejoindre cette nouvelle zone industrielle qui abrite aujourd'hui de très nombreuses entreprises.

Le bassin d'emploi est réel et nous avons été les pion-



niers de ce déploiement industriel.

De ce point de vue nous sommes devenus en moins de trois ans, un partenaire majeur de la croissance ivoirienne, en soutenant la filière rizicole ivoirienne et en créant et accompagnant des événements culturels tels que Festivoire, Paquivoire, Ivoire Zougloou CI, Popo Carnaval, Ele Festival...

Le bilan est satisfaisant et nous voulons remercier les autorités ivoiriennes pour leur soutien inestimable au développement de notre investissement en Côte d'Ivoire ainsi que les consommateurs ivoiriens pour leur accueil chaleureux.

Au-delà de la Brasserie, quelle est votre politique de développement sociale ?

munautés. C'est le cas à Anyama où nous avons permis la construction d'un forage et d'un château d'eau permettant à l'hôpital d'augmenter ses capacités de prise en charge des malades. À Boniankro, Bouaké, Bouaflé et Bayekou Bassi, nous avons également contribué à fournir de l'eau potable aux populations.

Le soutien à l'entrepreneuriat des jeunes est également très important pour

nous avec des projets comme « Orange Corners », qui est un centre d'incubation pour jeunes adultes en vue de financer les meilleurs projets qui auront un fort impact sur l'économie du pays.

Vous le voyez, l'empreinte de Brassivoire dans le pays est très vaste et présente sur le long terme. Nous en sommes très fiers.

Justement parlons-en, malgré la forte concurrence, désormais vous brassez localement la bière étrangère Heineken. Qu'est-ce qui a motivé cette décision ?

Depuis sa naissance en 1873, cette bière est brassée à l'identique partout dans le monde. La production ici en Côte d'Ivoire est un symbole fort, c'est le signe d'une confiance totale dans les capacités de production local. ■

RÉALISÉE PAR GERMAIN GABO

Communiqué de la région du Moronou

Sous le haut patronage de SEM. Alassane Ouattara, Président de la République et sous la présidence et la présence effective de SEM. Daniel Kablan Duncan, vice-Président de la République, l'inauguration de l'axe Bongouanou- Kotobi-Akoupé et une cérémonie d'hommage au Président de la République auront lieu **le 5 octobre 2019, à partir de 10 heures, à Bongouanou.**

Populations et habitants du Moronou, vous êtes tous conviés à cette double cérémonie.

Extension du réseau électrique de la ville de Guiglo

Le chef du gouvernement lance les travaux

Dans la capitale du Cavally, Guiglo où le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly effectue une visite de travail depuis hier, il a lancé les travaux d'extension du réseau électrique de cette ville. D'un coût de 1,2 milliard de FCfa, ce projet qui s'achève en juin 2020, devrait bénéficier à 35 000 ménages. Il devrait dans le même temps impacter la vie de 100 000 personnes, selon le chef du gouvernement ivoirien. Huit quartiers de la ville de Guiglo en sont les plus gros bénéficiaires. La première tranche des travaux devrait être livrée à la fin de cette année afin de répondre le plus rapidement possible au besoin croissant des populations en énergie électrique.

C'est le quartier Thanry, regroupant les sous-quartiers Excellence 1 et 2, qui a été choisi comme quartier pilote de l'ensemble des quartiers bénéficiaires. « *Le gouvernement s'attèle toujours à améliorer les conditions de vie de nos compatriotes* », a confié aux médias Amadou Gon Coulibaly, quelques minutes après le lancement des travaux qui a eu lieu en présence de plusieurs membres du gouvernement, des élus, autorités préfectorales, coutumières, etc. Le projet, financé par l'État ivoirien et le groupe de la Banque mondiale, est piloté par Côte d'Ivoire Énergies (Ci-Energies).

Le lancement des travaux d'extension du réseau électrique de la capitale régionale du Cavally s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Programme social du gouver-



Le Premier ministre a donné du sourire aux autorités administratives et coutumières du Cavally. (PH : JOSÉPHINE KOUDJIO)

nement (PsGouv 2019-2020). Ce programme (727,5 milliards de FCfa), cher au gouvernement vise, plus spécifiquement, à fournir aux populations des services de santé efficaces, à faciliter l'accès et le maintien des enfants à l'école, à favoriser l'accès à un coût abordable des populations aux services essentiels tels que le logement, l'énergie, l'eau potable et le transport, et à améliorer l'employabilité ainsi que l'accès à un emploi décent et stable pour les jeunes et les

femmes. Joinant l'acte à la parole, le Chef de l'État Alassane Ouattara, depuis le début de l'année, a procédé à la baisse du tarif social de l'électricité de 20%. Le projet d'extension de Guiglo vient

ainsi contribuer au renforcement du Programme national d'électricité pour tous (Proner) et celui du Programme électricité pour tous (Pept). Deux programmes chers au gouvernement.

Pour le Premier ministre, en lançant cet important projet, l'objectif est d'accélérer le développement, surtout « *le bien-être des populations* ». Et, pour cela, selon le chef du gouvernement, un accent

particulier sera mis sur la qualité de l'énergie qui sera produite. A cette occasion, il a félicité le Conseil régional du Cavally, présidé par la ministre Anne Désirée, les cadres et les populations mais également Côte d'Ivoire Énergies. ■

ANOH KOUAO

Fiche technique du projet

Le lancement du projet d'extension du réseau électrique de huit quartiers de la ville de Guiglo, financé par l'État ivoirien et le groupe de la Banque mondiale, a été salué par les populations. D'un coût de 1,2 milliard de FCfa, il prévoit l'implantation de 1648 poteaux en béton. Le projet qui comporte également le déroulement de 73 Km de câbles, dont cinq kilomètres de Moyenne tension et 68 Km de Basse tension. Il est par ailleurs prévu la création de 11 postes de distribution Haute tension/ Basse tension dont neuf postes cabines et deux postes Haut poteau. ■

A. K.

PROPOS RECUEILLIS

Dézally Thérèse, responsable des femmes Rhdp du département de Tai
« Cette visite est un grand soulagement »

Nous sommes venues, nous les femmes, accueillir massivement le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. Il est là pour nous aider, il est venu sortir notre département des difficultés. C'est un grand jour pour nous. Cette visite est un grand soulagement pour toute la région.

Notre région est coupée des autres à cause des routes qui sont fortement dégradées. Le département de Tai est particulièrement coupé des autres localités, nous en souffrons énormément. Je suis convaincue que le Premier ministre va se pencher sur cette question. Je suis soulagée de sa présence dans le Cavally, car Gon Coulibaly va aussi se pencher sur la situation de la femme, ses conditions de vie. Nous portons des projets qui ont besoin d'être financés.

Songai Gnombéoulou, chef du village de Tienkoula, sous-préfecture de Zagny, département de Tai

« Le Premier ministre

vient pour nous soulager »

Nous sommes tout heureux de rencontrer Amadou Gon Coulibaly, notre Premier ministre, pour lui exposer nos problèmes. Ici, je peux vous avouer que nous avons énormément besoin qu'on nous vienne en aide pour ce qui concerne nos routes. Elles sont complètement dégradées.

Les planteurs d'hévéas dont je fais partie, ont beaucoup de problèmes. Cette matière ne s'achète plus au prix du marché. L'usine qui achète le caoutchouc naturel n'est pas en mesure d'absorber toute la production. Cette situation fait que nous avons du mal à écouler ce que nous produisons. Des personnes, qui, dans le besoin acceptent d'écouler leurs productions, le font à des prix très bas. C'est un manque à gagner. Le déplacement dans notre région, du Premier ministre vient pour nous soulager face à cette crise de l'hévéa. Nous disons merci aux habitants de la région qui se sont déplacés en grand nombre pour la réussite de cette visite.

Plo Aimé Constant, cadre de la région
« Nous attendons depuis longtemps, cette visite »

Nous attendons depuis longtemps la visite du chef du gouvernement dans notre région. Le Premier ministre vient pour nous apporter le développement. Aucun ressortissant de la région du Cavally ne peut refuser d'applaudir cette visite de travail chez nous. Nous sommes vraiment heureux, enchantés.

Gon Coulibaly vient pour l'autonomisation de la femme ; c'est la femme qui gère le foyer. Si elle est autonome, cela veut dire que c'est l'aisance qui entre dans la famille, dans les foyers. Le Premier ministre vient pour nous apporter le bitumage de nos voies, de nos axes routiers. Il nous apporte le bitumage de nos chefs-lieux de département. Nous ne pouvons que saluer une telle démarche. C'est cet engagement du chef du gouvernement qui justifie la mobilisation de nos frères et sœurs.

Gba Suzanne, conseillère régionale du Cavally, présidente de la commission genre et au-

tonomisation de la femme
« Une véritable opportunité à saisir »

La visite du Premier ministre est une véritable opportunité que notre région s'apprête à saisir. Recevoir le chef du gouvernement, c'est recevoir le chef de l'État, Alassane Ouattara. C'est avec lui que tout se décide au plus haut niveau de l'État. Si Amadou Gon Coulibaly est dans notre région, alors, c'est Alassane Ouattara qui est là. C'est le développement économique et social, à travers d'importants projets qui seront lancés.

Nous attendons beaucoup du Premier ministre. C'est une grande joie, c'est l'autonomisation de la femme qui s'annonce. C'est tout le Cavally qui va bénéficier des importants projets qui vont être lancés. Dans l'ouest, les autorités ne font pas les choses à moitié. Nous disons merci au Président de la République qui a permis ce déplacement chez nous, mais également à la ministre Anne Désirée Ouloto, par ailleurs présidente du Conseil régional, avec toute son équipe qui était au four et au moulin pour que tout se passe bien. ■

A. KOUAO

43 localités électrifiées en sept ans

Selon Côte d'Ivoire Énergies (Ci-Energies), de 2012 à 2019, ce sont 43 localités qui ont été électrifiées dans le cadre du Programme national d'électricité pour tous (Proner) dans la région du Cavally. Ces travaux, précise Ci-Energies, ont fait passer le nombre de localités électrifiées de 57 en 2011 à 100 à fin 2018, sur un total de 137. Ce qui représente un taux de 41,61 à 72,99 fin 2018. Dans le cadre du Programme social du gouvernement (Ps-gouv), qui s'étale sur la période 2019-2020, ce sont 37 localités qui seront électrifiées dont huit à la fin de cette année.

L'ensemble des localités de la région du Cavally, avant 2025, devrait être électrifié. Le gouvernement, qui a accordé un intérêt particulier à l'accès à l'électricité, de 2011 à fin septembre 2019, a engagé dans la région 12 milliards d'investissement dans ce secteur dont neuf milliards pour l'électrification de 77 localités et trois milliards pour les travaux d'extension et de renforcement du réseau électrique. Dans le cadre du transport et la distribution de l'électricité, l'Etat prévoit des investissements de l'ordre de 43,6 milliards de FCfa sur la période 2019-2020. ■

A. KOUAO

• Électrification

Taï sera raccordée au réseau national au premier semestre 2020

Amadou Gon Coulibaly s'est réjoui d'échanger avec la chefferie traditionnelle, les élus, cadres, chefs religieux, chefs traditionnels, chefs de communauté, femmes et jeunes assez représentatifs de la population de Taï. Comme il l'a fait devant les populations de Guiglo, il a indiqué que si la situation s'est nettement améliorée en Côte d'Ivoire depuis 2011, dans tous les compartiments de la vie socioéconomique, « des défis importants restent à relever. » Pour le faire, les populations peuvent compter sur le Président Ouattara et le gouvernement qui, région par région, apportent des réponses idoines aux préoccupations des populations. Aux doléances des populations, qui lui ont été soumises par le maire Hyppolite Bayalla et le vénérable Dèhé Paul qui ont pris la parole, le chef du gouvernement a apporté des réponses. Ainsi, abordant la question de l'électrification, il a affirmé qu'au premier semestre 2020, précisément en mai, Taï sera raccordée au réseau national et les trois villages (Zagné, Keitily et Sakré) du département Évoqué seront pris en compte. Les travaux sont en cours, les pylônes déjà visibles dans la ré-



Le Premier ministre a échangé avec les cadres du grand-Ouest. (PHOTO : DR)

Bitumage des routes : les études d'abord

Au titre de la voirie et des routes, il a pris note de la demande portant sur le bitumage des axes Guiglo-Taï et Tabou qui constituent la priorité des populations. Tout en y accordant de l'intérêt, il a fait remarquer qu'il y avait un besoin d'études qui pourront être budgétisées au plus tard en 2020. Amadou Gon promet qu'une fois, ces études

seront terminées, il plaidera auprès du Chef de l'Etat pour que dans le prochain programme, l'axe Guiglo - Taï puisse faire partie des priorités au niveau du gouvernement. C'est dans ce même cadre que pourraient être traitées toutes les questions de voirie soulevées par les populations de Taï. Concernant le domaine de la santé, il a pris l'engagement, d'ériger le centre de santé urbain de la ville de Taï en hôpi-

tal général mais d'ores et déjà, une ambulance leur sera livrée dans un délai d'un mois. La réhabilitation et l'équipement du collège moderne de Taï ainsi que la construction d'un collège de proximité dans la localité de Sakré, Amadou Gon entend examiner ces questions avec le ministère de l'Éducation nationale. Il y a un vaste programme de construction de collèges de proximité et il fera en sorte que Sakré soit pris en compte sur

la liste des localités bénéficiaires.

La question des sous-préfectures, mairies ou préfectures en examen

Concernant le déficit d'enseignants, il a rappelé que dans le cadre de la mise en œuvre du programme social du gouvernement, il y a le recrutement de 10 300 enseignants dont 5300 au secondaire et 5000 au primaire. Une fois leur formation achevée, ces enseignants nouvellement recrutés devraient permettre de régler le déficit d'enseignants dans les écoles. « Mi-octobre,

ils seront déployés sur l'ensemble du territoire national », a révélé le Premier ministre, qui répète à l'envi que le déficit d'enseignants sera réglé définitivement à Taï et partout en Côte d'Ivoire.

Concernant l'érection des localités en sous-préfectures ou en préfectures, il a répondu que « sur la base de critères rationnels, le gouvernement regardera quelles sont les demandes qui répondent à un besoin réel de renforcement de l'encadrement des populations. » Cette question est donc remise à plus tard ■

SAINT-TRA BI

• Conflits communautaires

La mise en garde du Chef du gouvernement

Amadou Gon Coulibaly a débuté hier sa visite dans le Cavally par une rencontre avec les chefs traditionnels de Guiglo et de Bloléquin. La rencontre a eu lieu à Guiglo, le chef-lieu de région, au domicile de la ministre Anne Ouloto, par ailleurs présidente du Conseil régional du Cavally, et en présence des ministres Amedé Kouakou, Sidi Touré, Sanogo Mamadou, Epiphane Zoro et des membres du corps préfectoral. Le porte-parole des têtes couronnées Coulaye Victor Emmanuel a traduit leur joie d'acquiescer le chef du gouvernement.

Consolider la paix dans la région

Amadou Gon Coulibaly a transmis à ses hôtes un message fort du Chef de l'Etat : une invitation à écouter que des messages de cohésion et de rassemblement et à tourner le dos à tous ceux qui tiennent des discours de division. « Les situations malheureuses, les incompréhensions, les conflits, cela arrive dans la vie des hommes. Mais ces incompré-

hensions ont conduit le gouvernement, à un moment donné, à adopter une nouvelle politique forestière. Les décrets d'application sont en cours d'examen et seront pris très bientôt, pour que la paix règne définitivement dans votre région et que nous puissions tous nous considérer comme des frères et des sœurs », a déclaré le chef du gouvernement.

Selon lui, la Côte d'Ivoire est bien partie. Elle est compétitive et les Ivoiriens se rendent compte que leurs conditions de vie s'améliorent, même s'il y a toujours des défis à relever. « Demain est toujours mieux qu'hier, c'est-à-dire qu'il y a toujours un brin d'espoir. Mais pour que continue l'amélioration des conditions de vie des populations, nous avons besoin de consolider la paix et la stabilité dans votre région », a déclaré le Premier ministre, rappelant que la région a connu des difficultés antérieures à celles du Goin Dèhé.

Préserver la stabilité de la région et du pays

A ceux qui tiennent des dis-

cours de haine dans une période politique, le Premier ministre a adressé une mise en garde : « Tous ceux qui veulent nous diviser, qui jouent contre les Ivoiriens, et qui veulent le faire en ne respectant pas la loi, vous pouvez compter sur le gouvernement pour les empêcher de créer des conflits communautaires et toucher à la stabilité de la région », a lancé Amadou Gon Coulibaly. « Tous ceux qui viendront vous tenir des discours qui visent à vous mettre les uns contre les autres, et faire en sorte que des Ivoiriens soient dressés contre d'autres Ivoiriens, dites-leur que ce message, a insisté le chef du gouvernement, vous ne voulez plus l'entendre. » Pour terminer, il a dit être là pour voir l'état d'avancement des projets en cours mais aussi pour prêter une oreille attentive aux préoccupations des populations, indépendamment de celles déjà confiées à la présidente du conseil régional, Anne Désirée Ouloto. Afin que, dans le cadre du Programme social du gouvernement, il y soit apporté des solutions.

Renouveler la confiance au Président Ouattara

Le Premier ministre s'est dit honoré par la qualité de l'accueil qui lui a été réservé par les chefs traditionnels, au nom de toute la population. Il a rappelé que c'est la troisième fois qu'il séjourne dans la région, sauf que cette fois-ci, il s'agit d'une visite officielle. En 2018, il y était – à l'occasion de la campagne des élections municipales et locales – pour apporter le soutien du Chef de l'Etat Alassane Ouattara et de tout le Rhop à la ministre Anne Ouloto, alors candidate. Il a remercié les chefs traditionnels et les populations d'avoir accordé massivement leur suffrage à leur fille. Aussi les a-t-il rassurés que les engagements que la présidente du conseil régional a pris, à l'occasion de la campagne électorale, seront respectés avec la mise en œuvre des projets structurants du gouvernement et le Programme social PsGov décidé par le Président de la République et en cours de mise en œuvre pour 2019-2020 ■

SAINT-TRA BI

• Reconnaisant au Chef de l'Etat

Les populations du département de Taï sont reconnaissantes au Président de la République, Alassane Ouattara, qui a érigé leur cité en chef-lieu de département. Et ce, 51 ans après son érection en chef-lieu de sous-préfecture. Elles l'ont fait savoir hier au Premier ministre Amadou Gon Coulibaly lors des échanges qu'elles ont eus avec lui à Guiglo. « Les populations du département de Taï, dans leur ensemble, expriment leur reconnaissance au Chef de l'Etat pour avoir réalisé ce vieux rêve qui leur était cher. Eriger leur localité en chef-lieu de département et construire une préfecture de référence l'année suivante », a déclaré le sénateur Dèhé Paul, qui s'exprimait au nom des populations de Taï. Pour lui, en érigeant Taï en chef-lieu de département au lendemain de son accession au pouvoir d'Etat, le Président de la République Alassane Ouattara a signé un pacte de confiance

que rien ne pourra désormais ébranler. Même son de cloche pour le maire Hyppolite Bayalla qui considère le chef de l'Etat comme une providence pour le pays. « C'est un bâtisseur, un travailleur infatigable doublé d'une grande honnêteté morale et intellectuelle. Il ne parle pas au hasard et quand il parle, c'est qu'il sait de quoi il parle, de sorte qu'il réalise toutes ses promesses. J'en veux pour preuve le bitumage de l'axe Bloléquin-Toulepleu-frontière libérienne. Qui l'eut cru ? Les faits sont là et nous lui disons merci parce que nous savons qu'il fera pour nous ce qu'il a fait pour Bloléquin et Toulepleu », a-t-il indiqué. Il a également exprimé la gratitude des populations au Premier ministre Amadou Gon Coulibaly pour la confiance placée en leur sœur, la présidente du Conseil régional du Cavally, Anne Ouloto ■

STB

• Paix et cohésion sociale

Gon Coulibaly félicite la tribu Gbomi

La région du Cavally est régulièrement en proie à des conflits du fait des problèmes fonciers. Les affrontements de 2017 entre la communauté autochtone et les allogènes sur les terres situées dans la forêt classée de Goin-Débé l'attestent. Mais pour ramener la paix, la délégation du peuple Gbomi (les baoulé ressortissants de Tiébiéssou), par la voix de N'Gouessan Félix, a dit, hier, lors d'une rencontre avec le Premier ministre à la résidence du ministre Anne Ouloto, avoir entrepris des initiatives, sous l'égide de la présidente du conseil régional, Anne Désirée Ouloto. Celles-ci ont, à l'en croire, fortement décrispé les positions et favorisé une atmosphère de vivre ensemble entre les parties en conflit, notamment les Wé et les Baoulé. Le chef du gouvernement, Amadou Gon Coulibaly, a donc loué les actions du peuple Gbomi vivant dans le Cavally pour son effort inlassable en faveur de la paix. « Je vous remercie pour toutes vos actions. L'Etat vous est reconnaissant. Je vous demande de continuer dans cette voie. Le Chef de l'Etat tient à la paix, indispen-



Le chef du gouvernement a échangé avec différentes communautés du grand ouest. (PH : PORO DAGNOGO)

sable à tout développement. Merci et merci à vous pour tout ce que vous avez fait pour la paix », a-t-il félicité la

délégation du peuple Gbomi, conduite par Nanan Kouakou Daniel. Il a déclaré que le Président Ouattara, confor-

mément à la vision du père fondateur de la Côte d'Ivoire moderne, Félix Houphouët-Boigny, travaille à l'instaura-

tion d'un climat de paix, propice à tout développement. Le porte-parole de la tribu Gbomi, N'Gouessan Félix, a tenu à préciser au Premier ministre que toutes leurs initiatives ont abouti grâce au rôle joué par la ministre Anne Ouloto. A cet égard, celui-ci lui a rendu hommage pour sa disponibilité et son engage-

ment. N'Gouessan Félix a révélé que c'est pour ces actions que ses frères et lui ont fait d'elle leur reine-mère avec pour nom Nanan Amenan Dan. Et que cette reconnaissance et ce titre honorifique, a-t-il poursuivi, ont été célébrés lors du "Paquinou" passé à Guiglo. « Nous vous demandons de la remercier pour tout ce qu'elle fait pour nous et pour la paix dans la région du Cavally », a-t-il invité. Avant de demander au gouvernement d'engager des travaux de reprofilage des voies et pistes menant dans les campements baoulé en vue de leur permettre d'écouler plus facilement leurs productions. Le porte-parole a également plaidé pour le renforcement des dispositifs sécuritaires pendant les moments de traite pour éviter de se faire braquer à cette occasion. Amadou Gon Coulibaly en a pris bonne note.

Le Chef du gouvernement a, en outre, fait savoir que l'Etat est à l'œuvre pour que les producteurs de cacao jouissent du fruit de leur labeur. La tribu Gbomi, lors de cette rencontre, a remis des présents au Premier ministre. Il s'agit entre autres d'un riche pagne Kita, d'un chasse-mouches, d'une chaîne en or, de couronnes et de sandales royales qui sont des attributs de chef en pays baoulé.

KANATÉ MAMADOU

Agriculture

De bonnes nouvelles pour la filière hévéa

À propos des questions relatives à l'agriculture, principale source de revenu de la population, Amadou Gon Coulibaly a indiqué au cours des échanges avec la chefferie traditionnelle du Cavally qu'il y a un vrai problème. « Nous avons une production qui a cru au niveau de l'hévéa. A un moment donné, les cours de l'hévéa étaient élevés ; donc il y a eu un attrait important pour la culture de l'hévéa. Malheureusement, on fait face à une baisse des cours mondiaux », a expliqué le Premier ministre. La difficulté, c'est que les capacités des usines de transformation n'ont pas suivi l'évolution de la production.

« La solution qui avait été trouvée d'exporter les fonds de tasse mais il y a eu des problèmes avec les amateurs. Ils ne veulent plus faire le transport de fonds de tasse. Donc, on a aujourd'hui un déficit structurel important entre la production nationale et les capacités de transformation. Ce qui conduit à des distorsions, avec des fixations de prix qui ne se font plus avec une logique économique normale. »



Le Premier ministre a rassuré les populations sur la mise d'un mécanisme de fixation durable des prix de l'hévéa. (PH : DR)

Face à cette situation, le premier ministre a décidé de prendre une ordonnance qui sera proposée au gouvernement et examinée en conseil des ministres pour apporter des avantages spécifiques visant à permettre aux usines existantes d'augmenter leurs capacités. « Ce sera des exonérations fiscales, des crédits d'impôts, etc. qui seront ac-

cordés à ces opérateurs et qui leur permettront d'augmenter leurs capacités de production. » Le chef du gouvernement précise que les mêmes mesures profiteront également aux nouvelles usines qui viendront s'installer. Il est persuadé qu'une fois la capacité de transformation sera effectivement portée à la hausse, la crise dans la filière sera com-

plètement réglée. Mais dans l'immédiat, il annonce que des consultations seront engagées avec l'interprofession de l'hévéa qui vient d'être mise en place, afin qu'un mécanisme soit pensé afin de fixer des prix d'achat, plus rémunérateurs pour le producteur et qui sera effectivement respecté.

SAINT-TRA BI

Campagne de commercialisation 2019-2020

Des révélations sur la fixation du prix d'achat du cacao

Le Premier ministre soutient que la question de la bonne rémunération des producteurs, quelle que soit la filière, préoccupe au plus haut point le chef de l'Etat. Ainsi, bien que les prix qui ressortaient des calculs effectués par le conseil café-cacao étaient de payer à 800 le kilogramme de cacao, et avec des excédents au niveau des réserves de stabilisation, le Président Alassane Ouattara a décidé que « tout l'excédent de stabilisation que l'on devrait avoir sur la campagne qui s'ouvre soit reversé entièrement aux paysans. » C'est ainsi que le prix a pu évoluer de 800 à 825 FCfa le kilogramme. À son sens, c'est le meilleur prix que

l'on pouvait avoir. Comparé au prix de 893 cédli, pratiqué au Ghana où l'inflation est de 10%. Il pense que le prix en Côte d'Ivoire est équivalent ou meilleur à celui du voisin. « La question des prix au producteur est une vraie préoccupation. Tant que le gouvernement le pourra, nous allons aller le plus loin possible », soutient Amadou Gon. Il rappelle d'ailleurs que la subvention au niveau du café, pour la campagne écoluée, représente environ 23 milliards de FCfa, payée pour permettre d'enlever le café bord champ à 700 FCfa/kg.

S.-TRA BI

Chine / Province de Guizhou

Entrer à Meitan, c'est mettre les pieds dans un paradis... du thé

L'industrie du thé en Chine a un sanctuaire. C'est Meitan, une localité de la province de Guizhou (sud-ouest du pays).

Entrez dans un restaurant et mangez du riz au thé. Voir de gigantesques sculptures en forme de théière. Admirer des immeubles en forme de théière. Entrer dans la plus grande théière au monde, s'y promener et y déguster du thé... Voici d'incroyables découvertes que les visiteurs de la Chine peuvent vivre. Et c'est dans le District de Meitan, village situé dans la province de Guizhou (sud-ouest de la Chine).

Si la Chine est l'Empire du milieu (Choung Kwo), la localité de Meitan, est l'empire du thé. Dans cette zone où la population est proche de la terre, le thé c'est la vie, et la vie c'est le thé. Tout est rythmé par l'industrie très florissante de cette spéculation.

Le 27 août 2019, la petite colonie de la vingtaine de journalistes de 7 pays d'Afrique francophone s'en est rendu compte. Après un séjour de douze jours dans le cadre du compte. Après un séjour de douze jours dans le cadre du séminaire de formation, les hommes de média ont fait irruption dans cette atmosphère champêtre, mais sophistiquée. Il est 15h30 ce jour-là. Le soleil brille. Mais le temps est doux. Après avoir parcouru une dizaine de kilomètres depuis Meitan, à bord d'un autobus, sur une autoroute impeccable, les journalistes débarquent en plein milieu d'un champ de thé à proximité des villages de Yongxing et Fuxing. Tout est vert. Les visiteurs sont tout de suite émerveillés par le vaste tapis de plants qui s'étire à perte de vue au nord, au sud, à l'est, et à l'ouest. Il s'agit de la plus grande plantation de thé en Chine. Superficie : 10 200 hectares.

Un ascenseur au champ !

S'ils sont surpris de l'étendue de la plantation, les visiteurs sont intrigués par une tour qui se dresse au centre du champ. Cette espèce d'immeuble est constitué de terrasses superposées sur quatre niveaux. Il faut emprunter un grand escalier de 20 mètres environ pour atteindre la base de la bâtisse où un ascenseur... Oui, un ascenseur en plein champ, attend pour transporter les hôtes. Du haut des terrasses, c'est une vue panoramique de toute la ferme qui s'offre aux visiteurs. Assis



À Meitan, tout le monde a les mains plongées dans le thé. (PHOTOS : ALAKAGNI HALA)

À Meitan, tout le monde a les mains plongées dans le thé. (PHOTOS : ALAKAGNI HALA)

confortablement sur une de ces terrasses de ce qui est appelé « la tour de contrôle », ils pourront aussi déguster le thé noir et le thé vert et tout apprendre sur cette vieille ferme de 80 ans grâce à ses premiers responsables. Créée en 1939 par le gouvernement, elle est la première exploitation expérimentale de la culture du thé en Chine. Elle a été transmise au département de l'Agriculture de la province de Guizhou, dans les années 1950. Puis, en 2010, elle a été transférée au gouvernement de Meitan. Au

jour d'hui, la plantation rapporte plus de 1,6 milliard de dollars au village par an.

Villas et berlines de luxe pour les paysans

Pas très loin de là, il y a les exploitations du manoir Lanxin. Ici, c'est une entreprise qui travaille en étroite collaboration avec les agriculteurs. Des périmètres sont mis à la disposition de ces derniers. Ils travaillent sous la supervision de l'entreprise et lui revendent les récoltes. Dans cette matinée d'août, quelques-uns sont à la tâche.

Coiffés de grands chapeaux en forme conique pour se protéger du soleil, ils prélèvent avec calme et soin les bourgeons qu'ils déposent délicatement dans des papiers portés en bandoulière. À Meitan, le thé fait vraiment vivre son homme. Les responsables d'exploitation, soutenus par le directeur adjoint du département Communication de ce district, Zhang Gui Kun, insistent sur cette réalité. Ils rappellent que Meitan était une zone pauvre. Et que c'est l'industrie du thé qui a transformé le

niveau de vie des habitants. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder le confort dans lequel les agriculteurs vivent : Berlines de luxe, maisons de haut standing, etc. L'un des exemples types de cette transformation est sans conteste le groupe de villages de Tianjiagou. C'est un projet pilote de « villages de thé » lancé dans l'est du comté de Meitan en vue d'accroître le niveau de vie des paysans. De superbes villas blanches sont construites au bas des collines dans le strict respect de la végétation – non seule-

ment la forêt est ménagée, mais aussi, il y a beaucoup d'effort de planting d'arbres. Chaque ménage de 4 personnes a droit à une maison de 7 pièces avec toutes les commodités (eau, électricité, téléphone, internet). Le revenu par habitant est en moyenne de 16 000 dollars (8.000.000 FCfa) par an. Le programme concerne 5 188 foyers pour 21 223 personnes.

Village de thé écologique

Les expériences de ce type sont de plus en plus nombreuses. Tout est fait pour accroître les gains des agriculteurs. D'où la tendance à la multiplication des périmètres privés de thé pour ceux-ci. Et pourtant, les comités de village, soutenus par les autorités locales, n'arrêtent pas les opérations immobilières à leur profit. Au village Hetaoba, situé à 10 km au nord-ouest de Meitan, de nombreux bâtiments résidentiels ont été construits pour près d'un millier de ménages. Ici, le travail est régulé par une soixantaine d'entreprises. La particularité de Hetaoba, c'est la culture du thé écologique, dit-on. Surface couverte : 800 hectares. Remarque importante. Partout dans le District de Meitan, les autorités locales soutenues par le gouvernement provincial de Guizhou mettent un point d'honneur à associer l'industrie du thé au tourisme. De sorte que grâce au thé, les populations vivent aussi du tourisme. ■

ALAKAGNI HALA



À la plus grande plantation de thé, il y a cette tour sophistiquée sur laquelle les visiteurs peuvent admirer la beauté de la ferme...



...et déguster le thé en écoutant les explications des responsables des lieux. (PHOTOS : ALAKAGNI HALA)

Un étonnant tourisme à la saveur de thé

repère

L'une des forces de la province de Guizhou dont dépend Meitan, c'est son industrie touristique. Elle représente 12% de son Pib. En 2018, la province a réalisé un chiffre d'affaires de près de 134 milliards de dollars. Le rédacteur en chef adjoint de la plateforme internet, COG.CN, spécialisée dans le commerce électronique dans ladite province, fait remarquer que « le tourisme a flambé ces deux dernières années. Et le nombre de visiteurs ne cesse de croître », indiquait-il.

Si cette force touristique repose sur de nombreux atouts naturels de la province, il convient de noter que l'industrie du thé tient une part importante. Et encore une fois, c'est le champion du thé, Meitan, qui tient cette particularité assez originale. Là-bas, l'industrie du thé a créé une autre industrie, celle du tourisme.

A Meitan, tout est fait pour attirer les touristes dans les champs et les unités de traitement. De petits circuits simples, efficaces et attractifs ont été aménagés. Les visiteurs sont invités à assister à la cueillette du thé, à s'y essayer, à découvrir le traitement du thé, à le déguster gratuitement et à en acheter dans un local luxueux en pleine campagne.

Le village des riches

Un bel exemple : le village « Tribu multicolore ». Situé à 10 Km du siège du comté de Meitan, c'est un village du nom de Jinhua qui a été transformé en



À Meitan, les touristes peuvent entrer dans la plus grande théière au monde (un immeuble de 10 étages) se faire servir du thé par des jeunes filles d'une des nombreuses minorités ethniques de Chine (PHOTOS : ALAKAGNI HALA)

village touristique. Situé au bas des collines couvertes de forêts, le village compte exactement 310 habitants.

Tribu multicolore tient son nom des couleurs chatoyantes de ses maisons et du fait que chaque habitant possède plusieurs cordes à son arc. D'ailleurs, « il n'y a pas de pauvre dans le village », révèle l'un des hauts responsables du Centre d'éducation et de formation du Groupe de publication internationale de Chine, Lin Fanlin. Tous exercent plusieurs activités. On est agriculteur, touriste,

peintre, musicien, danseur, artisan, barman, restaurateur, etc. Tout le monde concourt aux spectacles offerts aux 200 mille touristes qui y déferlent chaque année.

Du village, ils peuvent emprunter une passerelle en bois de 2 mètres de large, aménagée à travers la forêt pour atteindre le sommet de la colline la plus proche. Là-bas, il y a un salon VIP ultra moderne. C'est une bâtisse multifonctionnelle de deux niveaux ouverte le 18 avril 2015. Le premier niveau est un luxueux salon au standard d'un hôtel 5 étoiles... en pleine campagne ! Il accueille les séances de dégustation, les expositions et vente de thé, les conférences et autres rencontres.

Quant au deuxième niveau, c'est une vaste terrasse qui sert de mirador pour une vue panoramique des champs de thé, des villages environnants et de la nature faite de collines et de couvert forestier abondant.



Le chef du village, Chen Ting Ming, explique que cette bâtisse est typique à ce village. Et qu'elle a été réalisée pour attirer davantage de touristes dans la zone. « Auparavant pauvre, cette localité s'enrichit de plus en plus grâce au thé. La province de Guizhou en est fière », précise-t-il.

L'âme du thé est ici

Les touristes du thé qui souhaitent connaître l'histoire de cette culture en Chine et plus spécifiquement à Meitan, peuvent se rendre dans les deux musées dédiés.

Le premier est une ancienne usine de fabrication de thé. Elle a été construite à l'époque de la guerre du Japon contre la Chine (fin des années 1930). L'âme du thé est ici.

Deux gros bâtiments principaux construits en briques et en bois abritent les vieux engins de labour et de levage et toutes les machines des chaînes de traitement du thé.

Entre ces pièces de musée soigneusement conservées et des photos fixées au mur, la jeune guide, Léonie – certainement un pseudonyme – retrace toutes les étapes du développement du thé dans la zone et ailleurs.

Pour augmenter ses connaissances sur l'histoire du thé chi-

nois, pourquoi ne pas se rendre au deuxième musée situé en pleine ville de Meitan ? C'est à la Cité du thé, un grand centre commercial spécialement dédié à la vente au détail et à la dégustation gratuite. Le musée est logé dans un vaste compartiment. On apprend beaucoup ici sur les aspects culturels du thé depuis la Chine antique. Les récipients anciens, la poésie, les tenues traditionnelles anciennes des agriculteurs, les grandes figures historiques, etc.

La plus grande théière au monde

Impossible de faire le pèlerinage de Meitan sans entrer dans la plus grande théière au monde. Elle mesure 73,8 mètres de haut et 28 360 m² de volume. C'est un immeuble de 10 étages en forme de théière couplé avec une tasse tout aussi grande. Cette merveille architecturale a été réalisée en 1999.

Pour y accéder, il faut une petite dose de courage. La gigantesque théière a été construite au sommet de l'une des collines les plus hautes de Meitan, en bordure de la rivière Meijiang. Pour atteindre sa base, il faut emprunter deux ascenseurs transparents, l'un après l'autre.

À la descente du premier ascenseur, il faut parcourir une

GUIYANG. La capitale de la province de Guizhou, Guiyang, compte une population de 5 millions d'habitants. À l'image des villes chinoises, elle est tournée vers la modernité et la sophistication.

MEITAN. En entrant dans cette agglomération, le visiteur est surpris de voir qu'elle est qualifiée de village. La qualité de la voirie, les tours d'habitations et de bureaux, les centres commerciaux, la taille et le standing des hôtels... montrent que la notion de village a bien changé en Chine. Elle est tout autre là-bas.

CURIOSITÉS. En dehors du tourisme du thé de Meitan, la province de Guizhou bénéficie de nombreux sites naturels. Les chutes du village de Huangguoshu, les plus importantes en Asie, sont l'une des curiosités les plus prisées. Ou encore le parc de Tianxingqiao situé non loin de là. ■

passerelle horizontale, au plancher de verre totalement transparent, sur une distance d'environ 15 mètres pour emprunter le second. C'est là la frayeur. A 50 mètres de haut, beaucoup n'osent pas regarder en bas. Le filac vertigineux de la colline en dessous, les arbres, les rigoles de la rivière... Ça fait peur.

À la base de la théière, c'est une grande terrasse d'où on a une très grande vue de Meitan, ses collines couvertes de végétation, de champs de thé et son parc d'immeubles d'habitation. À l'intérieur de la théière, se trouve encore un musée qui permet, entre autres, de parcourir l'histoire du thé à travers sa relation avec les différentes dynasties qui ont régné sur ce vaste pays. Et puis, il y a le beau spectacle de service de thé que l'une des nombreuses minorités ethniques de la province de Guizhou présente au deuxième étage. ■

A. HALA

La campagne fait rêver !

La province de Guizhou est présentée comme l'un des meilleurs exemples de lutte gagnante contre la pauvreté en Chine. De très gros efforts sont faits pour relever le niveau de vie de la population. Ça se voit en traversant la campagne. De Meitan à Guiyang (capitale de la province), c'est édifiant ! L'autoroute de 200 Km environ qui relie les deux localités est impeccable. Le relief très accidenté a été dompté par les innombrables routes qui se croisent et s'entrecroisent entre collines et montagnes. Ce qui donne lieu à de nombreux échangeurs, tunnels et ponts construits de manière audacieuse. En voyant tout ça, on comprend les propos de l'ancien ambassadeur de la Chine au Gabon, Sun Jiwen, qui disait, quelques jours avant, qu'il n'y a aucun obstacle pour les ingénieurs chinois qui puisse empêcher la construction d'une infrastructure routière. Il en veut pour preuve la réalisation par la Chine d'une autoroute de 83 Km au Gabon en plein maré-

cage. Alors qu'un pays occidental avait trouvé cela impossible. Entre le comté de Meitan et Guiyang, la toile routière est un régal pour les yeux des touristes. Tous les hameaux sont connectés par des voies bitumées. Pas le moindre mètre de piste en terre. C'est impressionnant. D'ailleurs, l'objectif quasiment atteint par les autorités provinciales n'est-il pas de relier tous les villages par des autoroutes ?

L'autre visage de la campagne, c'est le boom immobilier qui a cours. Guizhou, bon exemple de la lutte contre la pauvreté, n'échappe pas à la règle. Les habitants de la campagne, à l'instar de leurs compatriotes des villes, voient leurs modestes maisons remplacées par des milliers de tours de logements sociaux construits pour eux. La moindre bourgade est marquée par de vastes parcs d'immeubles d'habitation à perte de vue. Un détail qui suscite curiosité et admiration du nouveau venu. « Ici, le partage des richesses de l'Etat est une réalité absolue », est-on tenté

de dire. Malgré l'irruption des villes dans leur environnement, les gens de la campagne ne sont pas pour autant perturbés dans leur travail d'agriculteur. A moins d'un kilomètre, parfois même moins que ça, leurs champs de maïs, blé, riz, agrumes et autres sont là. Tout est organisé de sorte à ce que les chantiers immobiliers ne tuent pas l'agriculture dans les campagnes. Des pistes en béton sont même aménagées depuis les habitations jusqu'à l'intérieur des surfaces cultivées pour faciliter la circulation des engins (motos, tracteurs et véhicules).

La campagne de Guizhou, c'est aussi l'impressionnante couverture végétale de son relief accidenté. On remarque tout de même un effort de renforcement des forêts par un planting d'arbres.

Oui, ce journaliste du New York Times qui, après avoir visité la province de Guizhou, a déclaré que c'est « un endroit qui mérite d'être visité toute la vie », a raison. Guizhou, c'est formidable !

A. H



Dans la province de Guizhou, il y a aussi les chutes du village de Huangguoshu, des plus importantes en Asie.

6 | ÉCONOMIE

L'INTER N° 6381 DU VENDREDI 04 OCTOBRE 2019

DÉVELOPPEMENT DE LA CÔTE D'IVOIRE Voici les trois secteurs que la Banque mondiale va financer en priorité



Les plus hautes autorités ivoiriennes étaient présentes au Forum. (Ph. DR)

Abidjan a abrité la 5e édition du Forum sur le financement du développement (Df, sigle anglais) organisé par la Banque mondiale du 1er au 2 octobre 2019. A cette tribune, la Banque mondiale a identifié trois secteurs d'activités "à fort potentiel" dans lesquels elle entend mobiliser et accroître les investissements privés. Il s'agit notamment de l'agro-industrie, les transports et la logistique, et l'in-

frastructure numérique. Le vice-président de la Banque mondiale en charge du financement et du développement, Akihiko Nishio, a justifié ce choix stratégique par le fait que, premièrement, "l'agriculture en Afrique de l'Ouest, est un secteur extrêmement important", représentant 35 % du Produit intérieur brut (Pib) et occupant 60 % de la main-d'œuvre active. Deuxièmement, il a soutenu que

l'accès aux transports est une composante cruciale de la transformation sociale et économique de l'Afrique. Selon certaines estimations qu'il a rapportées, près d'un demi-milliard de personnes devraient venir gonfler la population des métropoles africaines à l'horizon 2030. «Cet afflux d'êtres humains représentera une occasion sans précédent de développement économique, mais uniquement si ces personnes ont accès

à des infrastructures de transport urbain durables, fiables et sûres qui leur permettront de participer à la vie économique de leur ville», a-t-il dit.

Troisièmement, Akihiko Nishio est convaincu que le développement numérique a la capacité de modifier la trajectoire de la région et qu'une transition rapide vers l'économie numérique est susceptible de stimuler la productivité et le potentiel de croissance des économies africaines et de créer des possibilités d'emploi pour une population jeune qui maîtrise de plus en plus les outils technologiques.

Le vice-président de la Banque mondiale a aussi fait savoir que ces choix de financements prioritaires sont opérationnels, donnant l'exemple d'un nouveau projet d'agriculture numérique fi-

nancée par la Banque et qui facilitera l'accès aux services numériques et exploitera des plateformes numériques pour améliorer la productivité agricole et l'accès aux marchés. Ledit projet profitera à 6,1 millions de petits exploitants agricoles. Ouvrant le Forum 2019 sur le financement du développement à Abidjan, le président de la République de Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, a soutenu les choix d'orientation des financements dans les secteurs retenus par la Banque mondiale. Aussi, a-t-il rappelé que la Côte d'Ivoire s'est engagée depuis quelques années dans une politique de bonne gouvernance avec nombreuses réformes visant à améliorer le climat des affaires.

Elysée LATH

JOURNÉE DU PARTENARIAT 2019 L'inclusion économique et sociale au cœur des discussions

Placée sous le haut patronage du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, la quatrième édition de la Journée nationale de partenariat (Jnp 2019) aura lieu le 7 octobre prochain au Sofitel Abidjan avec comme thématique centrale: «Partenariat Etat/secteur privé pour une croissance durable et inclusive». Un thème qui impose comme cœur de débat l'inclusion économique et sociale dans un contexte national où le gouvernement a décidé de positionner le secteur privé en tant que moteur de la croissance économique nationale.

Ce rendez-vous entre État et secteur privé, réunira des acteurs multiples. Entre autres, l'administration publique, les organisations patronales, professionnelles et consulaires du secteur privé, les missions diplomatiques, les opérateurs économiques, les collectivités territoriales, la société civile, les organisations sous régionales (Cedeao, Uemoa), les partenaires au développement, les cadres paritaires sectoriels État-secteur privé, les cadres de concertation État-secteur privé en Afrique, les institutions financières, les universitaires, les experts des centres et instituts de recherches spécialisés dans les questions de développement du secteur privé, la presse, etc. tous mobilisés pour la réussite de cet événement.

A travers le choix du thème de cette 4e édition des Jnp, le gouvernement entend apporter des réponses concrètes par la mise en œuvre d'une matrice d'actions à fort impact social contenues dans son programme social chiffré à environ 1 000 milliards de fca. Lequel programme social va permettre d'intensifier les investissements

dans la santé, la protection sociale, l'éducation, l'accès aux biens de première nécessité et à l'emploi, ainsi que dans l'autonomisation des jeunes et des femmes.

Cette rencontre sera ainsi un cadre de définition des perspectives de collaboration pour un partenariat judicieux entre les deux parties.

Au programme de cette journée, il est prévu une conférence inaugurale, devant faire un focus sur les réformes clés du gouvernement visant à accompagner le développement du secteur privé. Deux panels de haut niveau, portant sur des thématiques spécifiques liées à la problématique de la journée, se tiendront également.

Les participants auront aussi la possibilité d'échanger directement avec des agences publiques dans le cadre d'une session B to G, en marge d'une cérémonie de distinction récompensant des animateurs du dialogue public-privé en Côte d'Ivoire.

E.L. avec Sercom



Le Premier ministre assurera le haut patronage de la 4e édition des Jnp. (Ph. DR)

FMI-BANQUE MONDIALE Charles Diby marque un grand coup



Charles Diby Koffi (à droite) a rempli sa mission. (Ph. DR)

Coopté début 2019 pour faire partie du Comité mixte d'examen des rémunérations des administrateurs exécutifs et de leurs suppléants du Fonds monétaire international (Fmi) et de la Banque mondiale (Jcr, sigle anglais), le président du Conseil économique, social, environnemental et culturel (Cesec) Charles Koffi Diby vient de marquer un grand coup.

En effet, les travaux du Jcr 2019 ont démarré en avril 2019 à Washington en marge des Assemblées de printemps de la Banque mondiale et du Fmi pour s'achever le 2 juillet 2019, à Singapour. Ce comité était composé du ministre de l'Économie des Îles Fidji et actuel président des Assemblées annuelles conjointes Banque mondiale-Fmi, Aiyaz Sayed-Khaiyum, du président Charles Koffi Diby et du finlandais Erkki Liikanen.

Ces 3 experts mondiaux avaient été nommés sur proposition de Christine Lagarde, alors directrice générale du Fmi et Jim Yong Kim, président de la Banque mondiale, et avaient été invités à se prononcer sur l'harmonisation des positions relatives à la parité

au sein des deux institutions financières, ainsi que sur le fonctionnement du comité conjoint Jcr. C'était une mission d'urgence, apprend-on, d'autant plus que le Jcr 2019 avait été mis en place en vue d'harmoniser et de concilier les divergences survenues entre la Banque mondiale et le Fmi à l'adoption des recommandations et autres conclusions du Jcr 2018. Les conclusions des travaux du Jcr 2019 étaient donc très attendues. Et le président Charles Koffi Diby a joué un rôle capital dans ces conclusions qui ont permis de faire des propositions quant à la disparité des rémunérations, ainsi qu'à la

révision des rôles et responsabilités des dirigeants de ces deux institutions financières mondiales.

Les recommandations du Jcr 2019 ont été portées à la connaissance des conseils des gouverneurs du Fmi et de la Banque mondiale qui les ont approuvées à une très large majorité le 5 septembre 2019. Ce qui constitue une grande première dans l'histoire des institutions de Bretton-Woods.

La désignation de Charles Diby Koffi eu la caution du président de la République, Alassane Ouattara.

Correspondance particulière AK

ARCHIBAT 2019

Kandia Camara envisage un partenariat avec les architectes et les entreprises

Après la sortie du conseil des ministres, le mercredi 2 octobre 2019, que la ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, Kandia Camara, a effectué une visite du Salon Archibat 2019. Cette 7^{ème} édition qui se déroule sur le site du Parc des expositions, route de l'aéroport Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan, porte sur le thème: «L'habitat pour tous». L'hôte de marque d'Archibat est convaincue de pouvoir tirer profit de cet événement ou de l'expertise des acteurs du cadre bâti pour le développement de son département ministériel. «En tant que ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, je suis accompagnée de Mme la conseillère de la Première dame, et du directeur financier en charge de la construction des salles de classes, bibliothèques, etc. pour



La ministre Kandia Camara (2^e à partir de la gauche) note qu'Archibat est un «salon de qualité, qui est apprécié». (Ph. DRI)

voir dans quel partenariat nous pouvons nous engager, architectes et entreprises. De sorte que nous puissions avoir des écoles de qualité en Côte d'Ivoire. Nous voulons que tout ce monde nous accompagne parce que nous avons de grands besoins en termes d'infrastructures», a-t-elle déclaré au terme

classes, bibliothèques, etc. pour

écoles de qualité en Côte

tures», a-t-elle déclaré au terme

de sa visite.

La beauté des stands, la qualité des produits et des exposants de Côte d'Ivoire et de l'étranger, notamment la forte délégation tunisienne mais aussi le Maroc et des Européens, ont convaincu la ministre Kandia Camara. Faisant sienne une maxime bien connue, «quand le bâtiment va, tout va. Quand on a de belles maisons, cela veut dire que les villes et la Côte d'Ivoire se développent», elle a indiqué que ce salon et le boom immobilier que le pays connaît depuis quelques années sont la preuve que l'économie fonctionne et que le pays se développe. Elle estime donc que le programme présidentiel de logement doit atteindre ses objectifs grâce aux efforts remarquables de son collègue Bruno Nabagné Koné, qui, d'ailleurs, a ouvert officiellement le salon dont il est le parrain cette année.

Aussi, n'a-t-elle pas manqué de

féliciter les organisateurs, tout en envisageant la nécessité d'établir un partenariat avec le Conseil national de l'ordre des architectes de Côte d'Ivoire (Cnoa) pour la formation des jeunes.

Au regard du nombre d'exposants, Kandia Camara note qu'Archibat est un «salon de qualité, qui est apprécié», vu que le nombre de stands est passé de 100 à la première édition en 2007 à 300 en 2019.

Le secrétaire d'État Brice Kouassi est annoncé au salon ce vendredi 4 octobre, à 10h. Le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, chargé de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle conduit une délégation d'une centaine de personnes dont 80 élèves.

K. COULIBALY
avec sercom

JOURNÉES NATIONALES DES CHEFS JOURNÉES NATIONALES DES CHEFS D'ENTREPRISES Les acteurs du privé se donnent rendez-vous dans le Tonkpi

Après les régions du Poro et de San Pedro, les Journées nationales des chefs d'entreprises (Jnce) arrivent dans le Tonkpi (Man) pour la 3^e édition. L'événement est placé sous le haut patronage du Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly et se déroulera du 24 au 27 octobre 2019. Cette troisième édition a pour thème : «Le Tonkpi, une source de croissance infinie».

Ces journées ont pour objectifs de créer une plateforme économique en région pour susciter l'intérêt des investisseurs, faire découvrir davantage les secteurs porteurs des collectivités territoriales et valoriser les opportunités d'affaires, promouvoir le tourisme intérieur et la culture. Ces journées sont aussi l'occasion pour les élus et les opérateurs locaux de révéler l'ensemble des richesses régionales en mettant en avant le potentiel de développement des activités économiques qui s'y pratiquent et leurs savoir-faire. La 3^e édition des Jnce va, par

ailleurs, mettre en lumière les «Champions» ayant développé des projets à fort potentiel de création de richesses et d'emplois. Et ce, à travers les Awards régionaux des chefs d'entreprises (Arce).

Ces quatre jours seront mis à profit pour des rencontres B to B, des conférences, des expositions des ressources régionales, des visites guidées à la découverte des richesses de la région et du savoir-faire local, un déjeuner culturel, des panels, des partages d'expérience, etc.

Faut-il le noter, les Jnce sont une initiative de Capital Connect avec le partenariat du conseil régional du Tonkpi, de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (Cgeci), de la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (Cci-Ci), du Centre de promotion des investissements en Côte d'Ivoire (Cepici), de l'Assemblée des régions et districts de Côte d'Ivoire (Ardci) et de Côte d'Ivoire Tourisme.

E. LATH (Source : Sercom)

ÉMERGENCE EN AFRIQUE Le potentiel de la Côte d'Ivoire mis en lumière

La chaîne d'information panafricaine basée à Tanger (Maroc), Medi1 Tv Afrique, a lancé, lundi 30 septembre 2019, à Abidjan-Cocody, la deuxième étape de sa caravane «La voie du co-développement». Il s'agit d'une série d'escalades dont le but est de présenter le potentiel d'émergence des pays africains.

Omar Dahbi, directeur des rédactions et contenus de cette chaîne de télévision a présenté le contexte, indiquant que dans un monde en constante mutation, où l'Afrique est amenée à s'affirmer, à se développer et créer des emplois pour sa jeunesse, il n'est plus question que les Africains s'informent sur l'Afrique via les médias internationaux. Mais plutôt, à travers leurs propres médias qui doivent aussi informer le reste du monde sur l'Afrique. Toute chose qui justifie ces escalades africaines (Dakar puis Abidjan prévue pour le 5 décembre 2019) pour porter un regard africain sur le dy-



Le lancement de l'étape d'Abidjan a eu lieu en présence de l'ambassadeur du Maroc en Côte d'Ivoire (3^e à partir de la droite). (Ph. DRI)

namisme des économies du continent, «afin de montrer que l'Afrique est en mouvement». «La journée de la Côte d'Ivoire mettra en lumière un plan national de développement ambitieux, les grands projets structurants, les opportunités d'investissements, un secteur des Tic et une scène culturelle en pleine effervescence ainsi que la place d'Abidjan comme hub financier

et culturel dans la région», a détaillé Omar Dahbi.

La Côte d'Ivoire sera perçue principalement sur trois facettes majeures: les grands projets structurants et sociaux, le potentiel économique de la Côte d'Ivoire et le dynamisme de l'écosystème des startups et de l'industrie culturelle portée par les jeunes entrepreneurs.

E.L.

FINANCEMENT DES PROJETS

Une dizaine d'investisseurs prêts à accompagner les startups innovantes

Il s'agissait d'une dizaine d'investisseurs européens qui ont été mobilisés par le GreeTec Capital Africa foundation, une structure allemande spécialisée dans le financement des start-ups africaines, à l'occasion de la Semaine africaine de l'innovation qui s'est tenue à Abidjan. Ces détenteurs de capitaux à investir ont assisté au concours de start-ups dénommé African rethink Awards (Ara) qui a eu lieu le mercredi 2 octobre 2019 à la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (Cci-Ci) à Abidjan-Plateau.



Faman Touré a salué l'initiative qui va aider les jeunes dans la recherche de financement. (Ph. DR)

Les compétiteurs, une trentaine de start-ups venue de 23 pays africains, ont présenté leurs "projets innovants" à ces apporteurs de capitaux, prêts à injecter des ressources pour donner vie aux projets de ces jeunes.

Le développement des start-ups en Afrique. Le fondateur de Lab, Eric Bazin a expliqué que les projets qui seront retenus pour être financés sont ceux qui ont un caractère innovant, qui répondent à un besoin réel et qui

par cette présence massive d'investisseurs, de nombreuses start-ups seront financées et pourront ainsi se développer», s'est exprimé le président de la Cci-Ci, Faman Touré. Notons que ce sont trois lau-

ACCÈS À LA CONNECTIVITÉ: DÉPLOIEMENT DE LA FIBRE OPTIQUE Un opérateur mobile emboîte le pas au gouvernement

À l'instar du gouvernement qui poursuit son projet de déploiement de la fibre optique afin de faciliter la connectivité des populations sur l'ensemble du territoire national, l'opérateur de téléphonie mobile Orange Côte d'Ivoire a procédé à l'atterrissement d'un nouveau câble sous-marin en Côte d'Ivoire. Selon un communiqué de presse parvenu à L'inter, la cérémonie marquant la réception de cette infrastructure a eu lieu le mardi 1er octobre 2019, à Grand-Bassam en présence du ministre de l'Economie numérique et de la Poste, du directeur général de l'Autorité de régulation des télécommunications/Tic de Côte d'Ivoire (Artci) ainsi que des autorités administratives et coutumières de Grand-Bassam. L'acquisition de ce câble, à en croire le directeur général de cette compagnie de téléphonie, Mamadou Bamba, vise à améliorer la connectivité en Côte d'Ivoire, ainsi que le service aux usagers des services de télécommunication.

E. L.



Les autorités ministérielles, coutumières et des partenaires ont assisté à l'atterrissement du câble sous-marin. (Ph. DR)

MISE EN ŒUVRE DES PROJETS DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES

L'Unfpa évalue son 7e programme en Côte d'Ivoire

Le Fonds des Nations unies pour la population (Unfpa) a procédé au démarrage de l'évaluation finale de son 7e Programme pays (Cp7) le mercredi 2 octobre 2019 à Abidjan-Plateau. «En effet, c'est une activité obligatoire dans le mandat de l'Unfpa», a confié Pr. Joseph Vyankandondera, directeur santé de la reproduction de l'Unfpa-Côte d'Ivoire. A cette occasion, il a invité les acteurs du processus de ce programme, à savoir les responsables de programmes de l'Unfpa, les partenaires d'exécution, les Ong à collaborer en vue d'identifier les facteurs de succès et les contraintes qui serviront à l'évaluation du programme. Chaque partie pre-

nante a été conviée à s'engager dans le processus de collecte des données et à sensibiliser son personnel et les responsables de la mise en œuvre des activités du 7e programme. Par ailleurs, il leur a été demandé de fournir des rapports ou autres documents d'appui pour justifier toutes les informations délivrées. L'évaluation a pour but de définir la pertinence, l'efficacité, la durabilité ainsi que l'état d'avancement du programme et sa contribution dans l'atteinte des objectifs. Elle permet également de soutenir la prise de décision en s'appuyant sur les bonnes pratiques afin d'améliorer la qualité du 8e programme de coopération entre la Côte

d'Ivoire et l'Unfpa. Traoré Clah Guy, représentant du directeur général de l'Office national de la population, a remercié les acteurs pour leur présence et leur a demandé de se mobiliser pour la réussite de l'opération. Faut-il le souligner, l'évaluation se fera sur une période de 3 mois à travers des activités opérationnelles dans les districts de concentration des régions sanitaires du Gbêkè, du Hambol, du Poro-Tchologobagoué, du Gontoug-Bounkani, du Goh, etc. Et quant à la collecte de données, elle se déroulera du 17 octobre au 10 novembre 2019.

Chadon ABE (stg)

des Nations unies présente un ouvrage qu'il a publié et qui préconise le partenariat pour la transformation de l'Afrique et du monde. L'ouvrage intitulé «Goal 17 - Le partenariat: une démarche privilégiée de l'Unfpa dans la transformation de l'Afrique et du monde», a été publié le 26 septembre 2019 à New York (États-Unis) à l'occasion de la 74e session de l'Assemblée générale des Nations unies. Cette publication, répond au désir d'atteindre les 17 Objectifs de développement durable (Odds), notamment l'Odd 17: «Renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement et le revitaliser». «Dans une région soumise à d'importantes pressions politiques, environnementales et autres, nous ne pouvons que tirer les enseignements et les espoirs des informations contenues dans cet ouvrage. C'est dans l'esprit d'un engagement commun en faveur du bien-être des populations de la région que nous recommandons ce livre à un large public, en Afrique et en dehors du continent», ont commenté le président de la République du Niger Mahamadou Issoufou et Mme Amina J. Mohammed vice-secrétaire générale des Nations

de l'Unfpa a multiplié des partenariats stratégiques à tous les niveaux, des leaders religieux et traditionnels aux agences des Nations unies, en passant par les chefs d'État, les Premières dames, les institutions de recherche, la société civile et le secteur privé africain et international. L'objectif de développement durable numéro 17 auquel l'ouvrage est consacré, vise à démontrer à quel point le partenariat est primordial pour apporter une réponse globale aux problématiques de développement. Ce livre, à en croire l'auteur, est à considérer comme une véritable mémoire collective qui vise à partager avec un large public l'expérience du bureau régional de l'Afrique de l'Ouest et du Centre en matière de partenariat, et en particulier pour la capture du dividende démographique. Selon Mabinquè Ngom, directeur régional de l'Unfpa pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, qui a supervisé les travaux de rédaction, «la publication est le fruit d'une réflexion collective qui a mobilisé plus de 50 collaborateurs dans une vingtaine de pays».

Elysée LATH

ETAT CIVIL

Euphrasie Yao (chaire Unesco) interpelle:

«Les enfants non déclarés sont la cible des terroristes»

Environ 230 millions d'enfants dans le monde, dont 40% en Afrique subsaharienne n'ont pas d'extrait de naissance. En Côte d'Ivoire, l'Unicef évalue le nombre d'enfants concernés à près de 2 millions. Le mercredi 02 octobre 2019, à l'Assemblée nationale d'Abidjan-Plateau, un film diffusé retrace la vie des enfants dits "fantômes." C'est-à-dire des enfants non déclarés à l'état civil. Cette activité intervient en marge de la 5ème édition du Land of african Business (Lab), (une plateforme de réflexion sur les opportunités d'actions pour l'Afrique). Elle est organisée par la Chaire Unesco, «eau, femmes et pouvoir de décision» et le programme Compendium des compétences féminines de Côte d'Ivoire, en collaboration avec la Chambre



Selon Euphrasie Yao, le problème des enfants non enregistrés est une réalité et risque de compromettre le développement du continent africain (Ph. DR)

de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire. La ministre Euphrasie Yao, présidente du programme Compendium des compétences féminines de Côte d'Ivoire a invité les communautés à prendre ce problème à bras le corps. «C'est un véritable problème de société. Ces enfants n'ont pas accès à l'école. Vulnérables, ils sont des cibles privilégiées des

terroristes», a déploré la ministre Euphrasie Yao. Selon elle, ce phénomène des enfants non enregistrés est une réalité qui touche beaucoup de pays africains comme la République démocratique du Congo (Rdc) ou l'Ethiopie. «Si rien n'est fait, ce problème risque de compromettre le développement de notre continent, l'Afrique», a fait remarquer la présidente du programme Compendium des compétences féminines de Côte d'Ivoire, sollicitant l'implication des femmes dans le processus de recherche de solutions. Abdoulaye Sidibé, président de la Commission des Affaires générales et institutionnelles de l'Assemblée nationale (Cagi) a

donné une des causes de ce phénomène, à savoir l'éloignement du centre d'enrôlement des populations. Il a rappelé les actions initiées par l'Assemblée nationale pour lutter contre ce phénomène. «Depuis le 15 novembre 2018, nous avons adopté la loi sur l'Etat civil qui prenait en compte les enfants fantômes. Nous avons décidé de rapprocher l'Etat civil des populations. Au niveau des maternités, qu'on puisse faire des points de collecte. Aujourd'hui, les députés travaillent à la communication, à la sensibilisation pour aider nos enfants sans identité, sans droits», a indiqué Abdoulaye Sidibé.

Maxime KOUADIO

AUTONOMISATION / BINGERVILLE

Des femmes atchan ont reçu un appui financier

Issouf Doumbia, député-maire de Bingerville se préoccupe du mieux-être des femmes. Le jeudi 03 octobre 2019, il a offert des kits scolaires d'une valeur de 3 millions de f cfa à l'Association des femmes atchan goto (Aslag). Selon le donateur, cette action s'inscrit dans la vision du président Alassane Ouattara. «J'ai pris l'engagement lors de ma prise officielle de fonction d'apporter une approche novatrice en ce qui concerne l'autonomisation des femmes. Ceci passe notamment, par la réduction des discriminations dont elles sont l'objet et par une participation accrue de chacune, au processus de décision et de production», a-t-il dit. Sabine Gourmanon, présidente de l'Aslag a remercié le donateur pour son geste en faveur des femmes. «Nous, femmes atchan

gogo avons pris conscience de l'importance de la femme dans la société. C'est pourquoi, nous avons décidé de nous mettre ensemble au-delà de nos divergences pour regarder dans la même direction. Les femmes atchan sont volontaires, déterminées et dynamiques. Elles jouent un rôle primordial dans la croissance de notre pays», a-t-elle fait remarquer. Dogo Marlène, représentante de la secrétaire d'Etat chargée de l'Autonomisation de la femme, Belmonde Dogo a salué le dynamisme des femmes atchan. Et de préciser: «Vous, femmes atchan, vous avez compris l'importance du rôle de la femme dans le développement d'un pays. Soyez toujours ensemble pour faire avancer les objectifs que vous vous êtes assignés».

Landry BEUGRE (stg)



Le Député-maire de la commune de Bingerville (au centre), Issouf Doumbia a salué les actions que mène l'Aslag pour l'autonomisation des femmes (Ph. DR)

CONSTRUCTION DE VILLES DURABLES
Le ministre Amichia sollicite des partenaires français
Son projet pour les quartiers précaires

Moumouni Sylla, directeur de cabinet du ministère de la Ville, représentant le ministre François Albert Amichia, a eu une séance de travail avec une délégation d'entreprises internationales conduite par l'agence Business France, mercredi 02 octobre 2019 à Abidjan. Les projets du ministère ont été présentés en vue de solliciter l'expertise et le financement de la part de ses partenaires techniques. Notamment l'aménagement des quartiers précaires. «Notre ambition, conformément à la volonté du chef de l'Etat, Alassane Ouattara, est de donner une réponse durable, en collaboration avec les autres ministères techniques en charge de cette question, à la problématique posée par la forte urbanisation en Côte d'Ivoire. L'objectif étant d'offrir un mieux-être à nos populations. Nous projetons, également, mettre en œuvre une stratégie de traitement des quartiers dits précaires afin que les populations qui y vivent soient moins défavorisées», a-t-il expliqué. Moumouni Sylla a souligné la nécessité de mettre à la disposition des populations de ces quartiers, des équipements de base nécessaires afin qu'elles se sentent intégrées



L'expertise et le financement de la part des partenaires techniques ont été sollicités au cours de la rencontre du 2 octobre 2019 (Ph. DR)

dans la communauté. Le collaborateur du ministre François Amichia a évoqué le projet de création de villes nouvelles, un moyen de régler les problèmes liés à la mobilité urbaine et l'engorgement au niveau de la ville d'Abidjan. «Cela permettra également de créer de nouveaux pôles de développement à travers le pays. Et c'est un projet qui nous tient à cœur», a renchéri Moumouni Sylla. Pour sa part, Hermance Baudry, chargé de Développement industries et Cleantech à Business France a, au nom de la délégation,

remercié les responsables du ministère de la Ville pour l'opportunité qu'ils leur donnent de pouvoir apporter leur expertise face aux enjeux du développement durable en Côte d'Ivoire. «Nous envisageons penser et concevoir avec le ministère de la Ville, la ville ivoirienne de demain. Cela se fera autour d'un certain nombre de problématiques, aussi bien énergétique, environnementale, qu'organisationnelle» a-t-elle fait savoir.

M.A (Info Dircom
ministère de la ville)

NUTRITION

Le chocolat est-il vraiment bon pour la santé ?

À l'occasion de la Journée mondiale du chocolat, le 1er octobre 2019, (re)découvrez les articles de Sciences et Avenir sur les effets de cet aliment sur la santé. "Star" des fêtes de fin d'année et de Pâques - mais pas seulement -, le chocolat séduit plus de 80 % des Français. Et tous les prétextes semblent bons pour céder à un petit carré. "Manger du chocolat, c'est bon pour la mémoire". "Manger du chocolat, c'est bon pour le cœur". "Un petit coup de blues ? "Mange du chocolat, ça remonte le moral !" Ces idées reçues, largement répandues, sont-elles scientifiquement vraies ? Réponses dans les articles de Sciences et Avenir, à (re)découvrir ci-dessous.



Chocolat noir, lait ou blanc, quelles différences ? (Ph. DR)

Le chocolat, un bon stimulant cérébral ?

Pour la première fois, des chercheurs ont observé l'influence d'une consommation de chocolat sur notre activité cérébrale. De quoi ravir les gourmands.

Le cacao serait bon pour la mémoire

Consommer en grande quantité des flavanols, substances naturellement présentes dans les fèves de cacao, pourrait freiner le déclin cognitif.

Chocolat: un petit carré est un allié pour le cœur

Grâce aux puissants antioxydants

qu'il renferme, le chocolat peut s'avérer intéressant pour se prémunir des maladies cardiovasculaires. À quelques conditions...

Chocolat et réconfort: le mythe s'effondre-t-il ?

On attribue aux composants du chocolat de bons effets sur le psychisme. En effet, ils amélioreraient l'humeur, diminueraient l'anxiété, contribuant à une sensation d'apaisement et de bien-être. Toutefois, des chercheurs de l'université du Minnesota (États-Unis) remettent en cause la capacité du chocolat à remonter le moral en cas de blues.

Le chocolat noir est un antioxy-

dant notoire

Le cacao, composant du chocolat noir fait de cet aliment l'un des plus riches en flavonoïdes. Ces derniers sont des antioxydants appartenant à la famille des polyphénols, connus pour leurs propriétés anti-inflammatoires dans l'organisme. Ils contribuent ainsi à lutter contre le vieillissement prématuré des cellules.

Noir, lait ou blanc : il y a chocolat et... chocolat !

L'un possède des atouts nutritionnels indéniables. Les autres devraient être réservés aux plaisirs occasionnels. Chocolat noir, lait ou blanc, quelles différences ?

Le meilleur moment pour le déguster ?

À la fin d'un repas ou avec le café pour terminer sur une note sucrée, ce qui contribue à la satiété.

Recette nutrition : une mousse au chocolat légère

Cette recette, sans matières grasses ajoutées, offre un dessert délicieux pour un minimum de préparation.

Le blanchiment du chocolat enfin expliqué

En étudiant aux rayons X la structure interne du chocolat, des chercheurs allemands ont découvert comment se forme la pellicule blanche qui recouvre parfois les tablettes.

Sciences et Avenir
Edition du 01/10/2019

LUTE CONTRE LA RAGE Les services vétérinaires sensibilisent à Daloa

La ville de Daloa a accueilli la 13ème édition de la journée mondiale de lutte contre la rage, célébrée le samedi 28 septembre 2019, sur le thème "Rage, vacciner pour l'éliminer". Cette cérémonie, qui marque le point de départ de la campagne antirabique de sensibilisation pour un objectif de zéro rage à atteindre en 2030, a fait connaître les dangers qui menacent les hommes, les chiens et autre félins, exposés à cette maladie virale de certains animaux, transmissible par morsure. Pour Dr Kouadio Adama, directeur des services vétérinaires de Côte d'Ivoire, "il est nécessaire d'observer les mesures qui consistent à faire les premiers soins avec du savon et de l'eau, à se rendre à l'institut national d'hygiène publique (Inhp) ou dans les antennes régionales, pour faire vacciner l'animal de compagnie et se faire vacciner". Selon Dr Aliou Méité, directeur de cabinet au ministère des Ressources animales et halieutiques, "le suivi des activités a permis d'enregistrer 53 cas de rage animale confirmés, entre 2014 et 2018. Au niveau humain, plus de 62.000 personnes ont été exposées aux risques rabiques, avec 114 décès dont 66 cas confirmés par l'institut Pasteur, de 2013 à 2018", a-t-il indiqué. Avant de justifier le choix de Daloa qui, pour lui, n'est pas fortuit: "le choix de Daloa n'est pas fortuit, car la rage est présente dans le Haut Sassandra. En 2019, 3 personnes sont décédées, suite à la rage. Il est donc important de renforcer la sensibilisation de nos parents et d'intensifier la lutte", a révélé le représentant du ministre Moussa Dosso. Il a ensuite annoncé des actions à mener, à deux niveaux, sur les hommes et les animaux de compagnie, par des vaccins préventifs. A Daloa, 100 personnes dont 50 vétérinaires, 30 agents de santé et 20 éléments de l'Education nationale, ont été formés, pour aider l'administration à vaincre la rage dans le Haut Sassandra. Pour le début de l'opération, 1200 doses gratuites de vaccins ont été offertes à Daloa.

Marcel Zépré